

page 8 : La Chine, l'U.R.S.S. et nous

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 529, 150 F.
JEUDI 9 MARS 1972



Photo Horace

Dans le cadre de la préparation du Conseil national sur les questions internationales, cet article présente quelques éléments d'analyse indispensables à la compréhension de l'impérialisme.

Sur l'impérialisme

La guerre victorieuse des peuples indochinois, les révoltes, révolutions et guerres de libération nationale des peuples dudit « tiers monde », les guérillas africaines et latino-américaines, voilà ce que l'Histoire retiendra de la dernière décennie et, en appendice, l'illusion tiers-mondiste selon laquelle le socialisme viendra d'une chose extérieure aux pays riches. Le reflux révolutionnaire européen ou ce que l'on stigmatise comme tel, illusoire pour une bonne part (mais il en est des illusions comme du reste, elles n'arrivent jamais par hasard, ne tombent jamais d'un ciel dont les envies ou les caprices arrivent toujours à point pour certains privilégiés) est lié pour le reste à l'incapacité des partis et organisations ouvriers à proposer des solu-

tions adaptées à ce qu'est réellement la société européenne. Ce prétendu reflux trouve ainsi sa justification : la révolution a déplacé son centre de gravité. Le fer de lance de la révolution mondiale c'est dans les maquis vénézuéliens, indochinois anglais, au Chili, en Guadeloupe ou en Namibie qu'il se trouve, là où des masses misérables et super exploités « qui n'ont plus que leur chaîne à perdre » luttent pour le socialisme. Ainsi la révolution étant impossible dans nos pays riches, la classe ouvrière ayant été achetée par les miettes du festin impérialiste, notre devoir est d'aider ces pays en gestation révolutionnaire d'une part et d'autre part de réaliser sur nos propres régimes des réformes et des pressions.

La fin du "tiers mondisme"

Ainsi avec l'intérêt pour le moins ambigu pour ledit « tiers monde » renaissait une conception vaste et diffuse de l'impérialisme, monstre omnipotent et insaisissable, satan d'un marxisme rechristianisé. Il présentait par ailleurs l'intérêt de mettre tout le monde d'accord. C'était là, dans l'impérialisme que résidait la contradiction principale. Le tour était joué, les slogans exorciseurs lancés. Tout pouvait rentrer dans l'ordre, dans le petit ronron des réformes et des taquineries adolescentes des bureaucraties révolutionnaires. L'impérialisme réglait tout, on n'y pouvait mais.

L'impérialisme cependant s'affirmait chaque jour en même temps que se levait un groupe de nouveaux économistes qui reprenaient l'analyse là où Marx, Lénine et Rosa l'avaient laissée, cherchant à préciser le concept, à le cerner afin de mieux définir, à partir de ce qui est masqué plus que révélé derrière le mot même d'impérialisme c'est-à-dire les modes et rapports de production, les conflits qu'il implique, etc., de mieux définir la pratique qui nous incombe et nous impose.

De slogan, d'exorcisme l'impérialisme devenait la réalité ultime et

Impérialisme, expression du mode de production capitaliste

En fait, l'impérialisme, fondamentalement, se présente comme le mode de fonctionnement, l'expression concrète du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, et comme tel désigne deux phénomènes distincts et confondus :

- le passage du stade concurrentiel au stade monopoliste ;
- le passage du stade national au stade international.

Le mode de production capitaliste à l'échelle mondiale devient ainsi la structure globale, le tout au sein du-

quel chaque Etat-nation est lié par des relations dialectiques. « Chaque pays n'est qu'un élément organique dans un ensemble plus vaste » (Rosa Luxemburg - *Introduction à l'Economie Politique*.)

Cependant cette double transformation du capitalisme concurrentiel du début du siècle d'une part en capitalisme mondial s'impose suivant des formes particulières, condition même de son développement ; le fractionnement en zones développées et sous-développées.

Ainsi l'impérialisme ne désigne pas seulement le mode de domination économique, la disparité créée entre centre et périphérie, le transfert de valeurs des pays pauvres vers les pays riches, la détérioration des termes de l'échange, etc., conséquences de la spécialisation internationale mais désigne surtout les diverses instances dominantes du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, le politique, l'idéologique et le culturel. L'impérialisme n'est donc pas vécu sous la forme exclusive ou dominante de l'intervention militaire (St-Domingue, Vietnam, Angola, Tchad, etc.) ou économique (avec tout ce que cela comporte de prétendues aides, pressions politiques, etc.) mais aussi et surtout sous la forme

purement idéologique de la reproduction des rapports de production à l'échelle mondiale. La guerre du Vietnam ne peut être conçue pour les U.S.A. comme une guerre économique, ou même stratégique (la présence américaine en Asie) mais bien plus comme la défense du mode de production capitaliste, comme la défense des rapports de production du M.P.C. le maintien de la contradiction capital-travail à l'échelle mondiale. De la même manière l'intervention américaine à St-Domingue, maillon faible des Caraïbes, les interventions en Bolivie, maillon faible du continent latino-américain, les interventions au Zaïre, maillon faible (avec le Congo) de l'Afrique centrale, au Moyen-Orient par l'intermédiaire d'Israël, maillon faible de cette autre zone des tempêtes.

Aussi, dans l'optique essentielle de la transformation de la société convient-il de différencier économie mondiale (transfert de valeur, détérioration des termes de l'échange, développement du sous-développement, etc.) de son mode de fonctionnement, l'impérialisme conçu comme création et maintien du fractionnement de l'économie mondiale (1) et reproduction des rapports de production capitaliste.

Les conflits inter-impérialistes

Ce maintien des structures d'inégalités engendre tout un réseau complexe de chaînons tant au niveau international qu'au niveau national, où les contradictions jouent plus ou moins fortement. Et c'est dans ce sens qu'il faut se garder, non seulement et encore une fois du tiers mondisme mais de l'internationalisme tout azimuth, exacerbé et diffus ne tenant compte que de l'impérialisme et de l'économie mondiale, réalités ultimes, sans considérer les réfractations et distorsions nationales tant au sein des pays sous-développés qu'au sein des pays dominants. Comme de la même manière il faut se garder du schématisme de la notion de capitalisme monopoliste d'Etat pour laquelle l'Etat n'est qu'un, et ce un au service des monopoles.

En fait la décadence de l'impérialisme français par rapport à l'impérialisme américain, les tentatives qu'il fait aujourd'hui pour se maintenir coûte que coûte (coopération, voyages présidentiels, etc.) comme l'originalité de ses positions (Biafra, Tchad, O.N.U., etc.) reflètent des combats inter-impérialistes à l'intérieur même de la bourgeoisie française. Il convient de parler alors d'un bloc au pouvoir englobant non seulement des intérêts monopolistiques contradictoires mais des couches importantes de capital moyen. L'intervention de l'Etat tant dans le plan de développement que sur la scène de l'économie mondiale ne se fait donc que relativement aux contradictions et luttes politiques de l'espace national.

Aussi nous pouvons résumer.

Quelques conclusions

1) La Révolution ne viendra pas de l'extérieur. Le tiers monde n'est pas le cœur du devenir socialiste. Il est intégré comme les pays dominants à l'impérialisme.

2) Son intégration s'est faite sous la forme violente (désintégration des structures pré-capitalistes) et dans le cadre du fractionnement de l'économie mondiale.

3) L'internationalisme n'est pas une lutte générale contre l'impérialisme c'est aussi une lutte nationale contre le mode de production capitaliste.

4) L'opposition n'est pas entre nations riches et nations pauvres mais entre bourgeoisie mondiale et prolétariat mondial.

5) Le décollage économique des pays sous-développés comme leur libération ne peut être donc conçus que dans le cadre d'une non-intégra-

tion au marché mondial capitaliste. Il ne peut donc y avoir de solution « nationaliste » qui ne revient qu'à liquider des intérêts coloniaux secondaires pour renforcer les intérêts monopolistiques. (Cf. Algérie, Pérou, peut-être Chili, les ex-colonies françaises et belges dans leur ensemble).

6) Il ne peut y avoir de progressisme en France que par la liquidation non seulement des rapports que la France, Etat-nation, entretient avec les pays dominés, mais du mode de production capitaliste compris comme carrefour des instances économiques politiques et idéologiques. Le socialisme est à l'ordre du jour non seulement en France mais dans les pays capitalistes dominés.

Erick PESSIOT

(1) Nouvelle organisation et division internationale du travail.

Nouvelle étape, même bataille

Michel Rocard

La mort de Pierre Overney a redonné la parole à la rue. Depuis le 13 mai 1968, il n'y a pas eu à Paris de manifestation aussi importante que celle qui a accompagné l'enterrement du jeune ouvrier tué devant Renault. Le procès de Burgos, la guerre d'Indochine ont soulevé aussi une large indignation. Mais la foule du 4 mars est d'une autre nature, et il est vrai qu'on ne peut s'empêcher de repenser à ces jours de février 1962, où une foule plus grande encore avait réclamé tout à la fois la dissolution des brigades spéciales, la condamnation de l'O.A.S., la fin de la guerre d'Algérie.

C'était alors de la France qu'il s'agissait. Avec Overney, c'est de la classe ouvrière qu'il s'agit. Et c'est pourquoi, le 4 mars restera, en toute hypothèse, une date essentielle dans l'histoire de la révolution socialiste de notre pays.

Ce jour-là, ce n'était pas un militant maoïste que ses camarades portaient sur leurs épaules ; c'était le jeune militant ouvrier dont l'image symbolisait avec force l'union des jeunes, des intellectuels et des travailleurs exploités. Overney, c'est un mort de la Commune retrouvée : les liturgies du centenaire, avec toutes ces fêtes et toutes ces messes sur les autels des mairies communistes, apparaissent bien dérisoires, à côté de l'immense cortège qui, au nom d'Overney, réclamait la fin de l'injustice et de l'exploitation. Travailleurs immigrés ; collégiens, lycéens, étudiants voués à servir de cadres ou de victimes à l'exploitation ; anciens résistants qui ne veulent plus revoir le visage du fascisme ; militants révolutionnaires ; ils étaient tous là aux côtés de ces hommes et de ces femmes qui, quel que soit leur âge et dans la diversité de leur travail, se sont sentis blessés par la balle du tueur Trameni et se sont reconnus dans la victime.

L'ennemi a été désigné : le patronat, et tout le système du profit qui a su mettre à son service l'Etat et ses forces de répression. Depuis des années le P.S.U. proclame que le capitalisme moderne loin de mettre fin à la lutte des classes, lui donne, sous de nouvelles formes, une extraordinaire réactivation. Qu'on ne s'y trompe pas, c'est bien d'une immense mobilisation anticapitaliste qu'il s'agissait samedi dernier. Les drapeaux rouges et les chants révolutionnaires ne s'ajoutaient pas à la manifestation : ils en étaient l'expression naturelle.

Le parti communiste aurait pu le dire. Non seulement il ne l'a pas dit, mais il n'a retenu du cortège que les quelques slogans hostiles au P.C.F. et à la C.G.T. Ainsi aboussaient-ils à les justifier davantage, donnant à l'anticommunisme une portée populaire, une valeur de masse dont il risque de faire longtemps les frais.

Pour le P.C.F., il n'existe pas de force anticapitaliste en dehors de lui-même. Hors de

de ficelles, lui paraît moins dangereux que les organisations « gauchistes » qui s'affirment révolutionnaires. Ainsi, l'Eglise a-t-elle été à certaines époques, plus sévère pour les « hérétiques » que pour les « infidèles »...

Brutalement dérangé dans sa campagne d'opinion pour les prochaines élections, le P.C.F. s'aperçoit avec rage que le mouvement de Mai 68 n'a décidément pas été un accident de

lement sa perte, si elle ne se transmettait à l'intérieur même du mouvement ouvrier, par l'influence que le P.C. exerce sur la C.G.T.

L'immense majorité de la classe ouvrière, dont la prise de conscience et la mobilisation sont nécessaires pour tout processus révolutionnaire, se trouve ainsi bloquée.

D'un côté le pouvoir avec le poids de l'organisation capitaliste, des forces de répression, des modes de consommation. De l'autre des organisations de classe qui se laissent conditionner par les phénomènes d'opinion et les règles du jeu instaurées par le régime lui-même : l'opinion réagit-elle à l'affaire Rives-Henrys ou à la feuille d'impôts de Chaban, voilà que les militants communistes entrent dans la danse. Il n'est pas étonnant que certains journalistes manifestent tant d'amitié au P.C.F. : ils en font la politique !

Pour l'année qui vient, il semble que la C.G.T. ne doive plus formuler de revendications qui ne s'inscrivent dans le programme de gouvernement du P.C.F. Au moment où la réorganisation capitaliste pèse de tout son poids sur des millions de jeunes et de travailleurs, il n'est pas possible d'immobiliser le mouvement ouvrier. Que voudrait dire l'union populaire si elle ne s'inscrivait pas dans les réalités de la lutte de classes et ne se fondait pas clairement sur la volonté de construire le socialisme ?

Tel est aujourd'hui le drame du combat socialiste :

— ou bien il se soumet au diktat du P.C.F., accepte les mêmes priorités, les mêmes formes de lutte et il reste voué à n'être qu'une stratégie d'opposition propre à obtenir divers aménagements du système, mais incapable de le remettre en cause.

— ou bien il se coupe des forces communistes, politiques et syndicales, et il risque de se développer en marge de la classe ouvrière, en marge des travailleurs sans lesquels la construction du socialisme sera impossible.

C'est décrire en même temps le problème de l'extrême-gauche aujourd'hui. On y trouve des forces qui rejoignent finalement, comme une grande partie du Parti Socialiste, le projet du P.C.F. L'A.J.S. en reste le meilleur symbole. On y trouve aussi des forces qui entendent se construire contre le P.C.F. à partir de l'idéologie prolétarienne, nour-

rie des réalités de ceux qui vivent le plus durement la condition prolétarienne (immigrés, mal logés, jeunes détenus...).

Le P.S.U., pour sa part, veut donner toute sa chance au combat socialiste, en proposant une autre stratégie, non seulement pour l'extrême-gauche — ou, comme l'on dit, l'avant-garde —, mais pour une grande masse de travailleurs. Pour poser la question du pouvoir des travailleurs, il faut leur donner les moyens de leur unité et de leur victoire. Il faut réaliser une large mobilisation populaire contre le capitalisme et pour le socialisme. Il faut permettre aux travailleurs, dans leurs usines, dans leurs quartiers ou sur leur terre, dans leur région de s'organiser pour bloquer la machine politique, comme pendant des dizaines d'années, des travailleurs ont appris, à travers l'action syndicale, à bloquer la machine économique. Il faut unifier les luttes dans l'entreprise et hors de l'entreprise pour briser la division imposée par le capitalisme. Il faut redonner au travailleur la responsabilité de son destin.

Une occasion est donnée aujourd'hui de réaliser cette unité : face aux milices et aux polices privées du patronat, face aux bandes et aux prétendus syndicats entretenus par le pouvoir et le capital, il faut organiser la vigilance, le soutien et la résistance. Devant la menace, l'exclusive n'est plus permise. Nous le disons et nous le dirons encore à la direction du P.C.F. et à celle de la C.G.T., mais elles ne sont pas établies de droit divin. Les militants communistes ne sont pas des robots, et plusieurs l'ont montré en participant au cortège du 4 mars. S'ils n'ont guère de moyen d'interroger leurs dirigeants, nous pouvons les y aider et les questions que nous leur poseront leur en suggéreront peut-être d'autres.

Les obsèques de Pierre Overney ont permis de réaliser un large front d'organisations pour lutter contre la répression dans les entreprises. Mais il faut aller plus loin : partout et surtout auprès des entreprises où la répression est la plus sauvage (Simca-Chrysler, Citroën, Michelin, Girosteel et bien d'autres), doivent s'organiser de puissants comités de vigilance. A tous les échelons, le P.S.U. fera tout pour vaincre l'isolement des travailleurs. Le sang d'Overney ne doit pas retomber sur eux, mais sur ceux qui ont armé son assassin. □

Réponse à la C.G.T.

Nous avons lu attentivement la déclaration de votre bureau confédéral ainsi que la lettre qui l'accompagnait.

Nous constatons que vous ne reprenez pas les termes de communiqués précédents qui mettaient sur le même plan le militant révolutionnaire René-Pierre OVERNEY et celui qui l'avait tué, laissant par là supposer une sorte de collusion entre la victime et son meurtrier. Plus gravement, la C.G.T. semblait partager divers propos, tels que ceux de Georges MARCHAIS, qui se refusait à tout ce qui pourrait recréer les conditions du mouvement de mai 68. Nous avons lu encore avec effarement le communiqué de votre section RENAULT qui parlait d'une « provocation montée de l'extérieur pour faire dévier l'action revendicative ».

Votre déclaration, aux lendemains de la puissante manifestation du 28 février, désigne plus fermement le seul adversaire réel : le patronat appuyé sur ses forces de répression. Elle entretient cependant l'équivoque en laissant penser que cette répression n'est que la réponse à la violence de ceux que vous appelez « les groupes se réclamant des différentes variantes du gauchisme ». Nous pensons au contraire que si la forme de propagande utilisée par certains militants, en particulier ceux de « La Cause du Peuple » est d'une efficacité dont on peut douter à long terme, elle ne prend une forme violente qu'en raison du cordon sanitaire que le patronat entend installer autour des entreprises. La seule violence c'est celle de la condition ouvrière, en particulier celle des O.S. qui se sont révoltés l'an dernier chez RENAULT et dont vous-mêmes avez naguère rappelé la situation intolérable. Face à la pression ouvrière, face aux offensives revendicatives, le patronat en vient aux solutions désespérées : jadis on faisait tirer la troupe sur les ouvriers sur le carreau des mines, aujourd'hui on confie cette tâche à des polices parallèles payées par le patronat.

Dans des entreprises telles que Simca, Citroën ou Michelin, précisément citées dans votre déclaration, des incidents tels que ceux de RENAULT peuvent se produire à tout moment, et nous pensons qu'il convient de toute urgence de mobiliser les travailleurs pour empêcher les milices patronales d'entrer en action. Cette mobilisation devrait se faire au travers de comités de vigilance ou toute autre force de regroupement à la base.

Dans cette situation, l'union de toutes les forces anticapitalistes est indispensable, il ne peut donc y avoir aucune exclusive, et ceux qui en prendraient l'initiative porteraient une grave responsabilité devant le mouvement ouvrier.

Pour examiner les possibilités d'une cohésion dans l'action entre toutes les forces concernées, celles auxquelles vous vous êtes adressées et celles qui se sont réunies le 28 février, une délégation de notre Bureau National est prête à rencontrer une délégation de votre Bureau Confédéral à la date et au lieu de votre choix.

Soyez assurés, chers Camarades, de nos meilleurs sentiments socialistes et révolutionnaires.

Michel ROCARD.

l'Eglise, point de salut. Il y a des alliés, de bons ou de mauvais réformistes ; il n'y a point de frère de combat s'il n'envoie sa cotisation à Georges Gosnat et ne pose ses questions à M. Marchais sur un ton poli. On en arrive à cette absurdité : le pouvoir qui ne cesse de dénoncer le P.C.F. comme le parti révolutionnaire, le grand tireur

l'histoire. Il a exprimé au contraire un moment historique essentiel qui oblige à retrouver la vérité du socialisme et à modifier les vieilles stratégies. Plutôt que de changer sa stratégie, le P.C.F. a préféré changer son style, à la grande joie des connaisseurs. Il s'enfonce ainsi toujours davantage dans une erreur qui serait fina-

Chaban, tu causes

Gérard Minet



Schuman, Billecocq et Ortoli avaient été légués à titre permanent à la région du Nord par le biais d'un mandat de député. Chaban, lui, auréolé de son titre de Premier ministre est venu pendant trois jours prêcher la bonne parole et rappeler que l'avenir du Nord préparé par le pouvoir était jonché de fleurs.

Une démagogie effrénée

Cette visite de Chaban était évidemment une gigantesque opération publicitaire destinée à ranimer, à l'approche des élections, une flamme gaulliste un peu vacillante.

De la première à la dernière minute, le voyage sombra dans la démagogie la plus basse, la plus révoltante. Les publicistes gaullistes avaient bien fait les choses, n'hésitant pas à « en rajouter »...

Chaban arrive à Béthune, il serre les mains de mineurs casqués de blanc : « Ne vous en faites pas, je pense à vous... »

A Roubaix, le Premier ministre daigne salir ses souliers vernis dans la boue d'une courée : « C'est intolérable, mais que ces gens sont gentils ! »

A Lille, pour le mystère et le sentiment, Chaban disparaît quelques instants pour « se recueillir » en privé devant la maison natale du général de Gaulle.

Et puis partant, il embrasse les enfants, complimente les mères (« le bonheur des mères », c'est la meilleure des récompenses). Il serre des mains, fait des bons mots pour montrer qu'un leader gaulliste est à l'aise dans le peuple — celui qui s'est déplacé et qu'on a soigneusement filtré. Il a un mot pour les immigrés, un mot pour les commerçants, un mot pour les joueurs de football...

Démagogie aussi dans les promesses. Chaban a essayé de faire vibrer chez les nordistes la corde régionale toujours sensible au pays du « P'tit Quinquin » : « Le Nord va redevenir une grande région. Laissez-moi faire et vous verrez ! » Et, pour appuyer ses paroles, comme ses prédécesseurs, il lâche quelques miettes : un bout d'autoroute, l'annonce de quelques emplois, la réparation de l'usine chimique de Mazingarbe... L'éternel refrain chanté depuis des années aux gens du Nord par tous les présidents, ministres, sous-ministres, etc., venus en visite.

La tournée des notables

Mais Chaban-Delmas n'a pas fait que de la démagogie dans le Nord. Il a fait du bon travail pour le capitalisme.

A la Chambre de Commerce, il a rencontré trois mille invités, tous liés intimement aux intérêts capitalistes, devant qui il a redéveloppé son thème préféré, celui de la nouvelle société.

« Chefs d'entreprises et syndicalistes doivent se convaincre que, quelles que soient les difficultés, il n'y a pas d'autre voie que celle du dialogue

et de la compréhension mutuelle dans des instances renouées et selon des pratiques adaptées. »

M. Chaban-Delmas a été très applaudi : dans une période où le capitalisme est en aise, une telle politique niant la lutte de classes est une auxiliaire indispensable du pouvoir patronal. Les félicitations réciproques du Premier ministre et de M. Decoster président de la Chambre de Commerce, montrent que l'on ressent de part et d'autre la nécessité de renforcer la cohésion entre le pouvoir de l'Etat et celui des patrons afin de faire obstacle à la montée des luttes des travailleurs, par la voie de la concertation, c'est-à-dire de l'intégration.

Cette politique d'intégration a trouvé un appui non négligeable dans l'attitude des élus socialistes du Nord. Les rencontres et les poignées de main entre le Premier ministre et MM. Notebart, Laurent, Provo, Mauroy, Denvers, tous notables du P.S., ne peuvent, dans l'esprit des travailleurs du Nord, que renforcer l'idée d'un « dialogue » se substituant à la lutte de classes.

Quant aux élus communistes et socialistes du Pas-de-Calais, ils ont boudé — une bouderie triste de notable —, mais rien n'a été fait pour que s'exprime la colère des travailleurs du Nord. Comme Chaban, ils ont dit : « Ne vous en faites pas, laissez-nous faire, nous pensons pour vous. » Et comme Chaban, ils pensent aux élections de 73. Alors, surtout, « pas de bordel, on en a assez avec les gauchistes... »

C'est pourquoi rien n'avait été prévu ni organisé sérieusement pour manifester l'opposition des travailleurs à la politique du capital.

Un mot d'ordre de grève d'une demi-heure — en fin de poste — avait été lancé par la fédération du P.C.F., puis repris par les organisations syndicales (ce qui montre le caractère « suiviste » de l'appareil C.F.D.T. dans le Nord vis-à-vis du P.C.F. et de la C.G.T.). Cette consigne n'était évidemment en rien suffisante pour faire avancer la lutte des travailleurs. Pas plus que les décisions locales de « villes mortes ». Cette consigne décrétee au sommet n'avait été ni expliquée ni discutée, ni organisée sérieusement, ni coordonnée à la base. Elle n'offrait donc aucun débouché. Elle est l'illustration de l'impasse dans laquelle ce réformisme engage les travailleurs pour les conduire à la résignation...

Ce qu'on aurait pu faire

Pourtant, le voyage de Chaban aurait pu permettre une riposte offensive situant la barrière de classe, car Chaban a visité tous les hauts lieux de l'exploitation capitaliste dans le Nord les mines, le textile, Usinor-Dunkerque, les courées, etc.

On aurait pu lui rappeler les déportations successives et multiples de familles de mineurs d'un bout à l'autre

de la région, la spéculation sur le patrimoine minier et les campagnes, le travail abrutissant de « filles des mines » dans les usines textiles de Roubaix, Tourcoing, les quinze morts par accident de travail d'Usinor Dunkerque en 71, la répression chez Durand et à la C.G.C.T. de Saint-Omer ou à Roubaix, Tourcoing ou à la Maison familiale de Cambrai, les milices patronales qui n'existent pas que chez Renault...

On aurait pu lui rappeler les grèves de locataires de Béthune, d'Arras, de Saint-Omer, l'occupation de l'O.R.S.U. C.O.M. par les habitants des courées, l'incendie d'un bidonville près de Dunkerque...

On aurait pu montrer à Chaban la réalité de la vie quotidienne des gens du Nord : la hantise du chômage, l'absence de formation professionnelle, les emplois sans qualification, les conditions de travail et de vie insupportables.

On aurait pu profiter de cette venue du Premier ministre pour organiser la lutte des travailleurs et mettre en accusation le système qui s'exprime par Chaban-Delmas et qui est responsable de la situation des travailleurs du Nord.

Les organisations syndicales et politiques ne l'ont pas fait. Certains ont tendu la main, d'autres ont tourné le dos. Tous ont choisi une protestation de pure forme.

A Roubaix, où le Premier ministre allait parader dans les courées, une quinzaine de distributeurs de tracts se sont fait embarquer par les flics, à Lille de même, toujours avec la bénédiction des maires « socialistes » locaux.

Que se serait-il passé si les organisations politiques et syndicales avaient réellement mobilisé et si les distributeurs de tracts avaient été des centaines de milliers. Aurait-on contrôlé l'identité de la moitié de la population ?

Que se serait-il passé si Chaban n'avait trouvé pour dialoguer que ses sbires de l'U.D.R. et du patronat ?

Que se serait-il passé si Chaban avait trouvé devant lui, ferme et résolu, la masse des travailleurs pour lui dire : « Chaban, tu es au service des patrons, tu es l'image du système, tu es responsable, nous voulons imposer notre volonté... » ?

Cela était possible : à quelques dizaines de kilomètres de chez nous, les mineurs anglais viennent, dans des conditions difficiles, de remporter une victoire totale sur le gouvernement anglais. Certes, la situation anglaise n'est pas exactement la même que celle des mines du Nord, mais la victoire des mineurs britanniques nous a montré la voie. Et, comme le P.S.U. l'a dit sur une affiche collée dans les localités « honorées » par la visite du Premier ministre, il faut nous dire : **Chaban, tu causes, les discours ne changeront rien. Seule la lutte paie.** □

Week-end de travail

R. Chapuis

Les 4 et 5 mai, cent-vingts militants mandatés le plus souvent par les 35 fédérations représentées, se sont réunis à Paris pour un week-end national de travail sur les thèmes du projet : « la Révolution, qu'est-ce que c'est ? ». Ils ont interrompu leurs travaux pour participer aux obsèques de René-Pierre Overney.

En un temps restreint, ils ont pu aborder les questions essentielles et préciser l'interrogation de départ. Une assemblée générale, le dimanche après-midi, a permis de prendre en compte le travail des sept commissions qui avaient fonctionné auparavant : pouvoir, travail, ville, savoir, expression et information, société internationale, famille et vie quotidienne. Les thèmes solidarité et consommation n'ont pu être abordés dans cette première étape.

Il n'est pas possible ici de reprendre tous les rapports qui doivent être rédigés et seront prochainement disponibles. Parmi les points abordés, on peut cependant souligner certains débats :

— La conquête du pouvoir conditionne la nature même du pouvoir dans la société où devient possible la transition vers le socialisme : d'où l'importance du débat sur les formes de lutte et la nature des forces sociales mises en mouvement.

— Si l'on se réfère à une structure hiérarchique et pyramidale, faut-il fonder le passage au socialisme sur l'autonomie des unités de base (qui peuvent être l'usine, le quartier, la région...), la planification n'ayant qu'un rôle de coordination, ou faut-il conserver un rôle déterminant à un pouvoir unificateur : priorités de production, choix de consommation, défense du socialisme, en faisant de l'autogestion l'instrument du dépérissement de l'Etat, mais de façon souple et progressive.

— Qui indique les priorités, les choix d'ensemble : le débat doit-il avoir lieu dans un parti ou un front

Troisième semaine

la révolution
qu'est-ce que c'est ?

unique, ou doit-il s'organiser dans les masses elles-mêmes, ce qui pose la question de la pluralité des partis socialistes et celle des formes de délégation (élections ou autres) ?

— La transformation des conditions de travail est-elle facilitée ou gênée par la modernisation ? Comment s'établit le salaire socialiste ? Comment peut-il contribuer à la lutte contre les systèmes hiérarchiques ? Ne faut-il pas détacher le salaire de l'autorité, et aussi de la formation, afin de créer les bases de nouveaux rapports sociaux ?

— Le capitalisme a une armée de réserve, les chômeurs, il a maintenant une armée de manœuvre (travailleurs immigrés, personnel intérimaire, femmes, etc.) : quelles sont les luttes nouvelles qui peuvent rompre la logique capitaliste ? Comment engager la transition au socialisme sur de toutes autres bases d'emploi ?

— Le travail paysan et le travail ouvrier : s'ils sont de même nature, ne faudra-t-il pas les conditions d'un contrôle paysan sur les instruments de production ?

Sur d'autres points, le débat a précisé les questions posées par les plaquettes initiales (1). Une répartition du travail a été faite et des brochures ou des numéros de Tribune Socialiste ont été envisagés. Des propositions visent à permettre au parti de mieux correspondre lui-même au type de société que nous voulons construire, par exemple : mise à la disposition des travailleurs des moyens de création et d'expression, style de vie des militants, nature de leurs réunions...

Ainsi le week-end de travail a-t-il atteint son but : non pas se substituer aux militants et aux travailleurs qui ont découvert dans la lutte les formes du socialisme qu'ils veulent construire, mais donner l'impulsion à l'élaboration qui doit maintenant se faire : elles sont à l'initiative des sections et des fédérations. Un groupe national de coordination fera circuler l'information, répercutera les travaux des uns et des autres. Si ces derniers sont assez avancés, un nouveau week-end national sera organisé fin avril, ainsi la D.P.N. des 11 et 12 mai pourra-t-elle faire le point de cette élaboration programmatique et examiner les questions politiques essentielles. C'est alors que des documents publiés, dans un langage adapté, pourront être élaborés efficacement.

La tâche est immense. Il ne faut donc pas perdre de temps pour l'entamer dans tous les lieux où les militants et les travailleurs peuvent se rencontrer pour tirer le bilan de leurs luttes, en dégager le sens et en examiner les conséquences sur le type de société que nous voulons construire.

(1) De courtes plaquettes ronéotées (6 à 12 pages suivant le cas) sont disponibles sur les thèmes suivants : pouvoir, travail, ville, expansion-information, famille, savoir (première partie : sur l'école). Il est indispensable de se procurer la plaquette numéro 1 sur les méthodes de travail et d'élaboration. Les commander au siège du parti, 9, rue Borromée, Paris 15^e (joindre des timbres si possible).

A la suite d'une mutation arbitraire et de menaces pour plusieurs agents, la section d'entreprise, dans une lettre ouverte, demande à toutes les organisations syndicales et politiques d'appeler ensemble à une assemblée générale du personnel. Le même jour, la C.F.D.T. envoie une lettre ouverte à la direction générale de l'Assistance Publique, lettre adressée aussi à la presse, sur la situation aux « urgences » (cinquante malades hospitalisés pour... 35 lits).

Le mardi 15 février, à l'appel de la C.F.D.T., l'assemblée du personnel désigne un comité de travailleurs syndiqués et non syndiqués (F.O. s'est rallié au mouvement) et décide d'engager la lutte pour :

— la suppression des mutations arbitraires et de la mainmise des chefs de service sur le personnel, la réintégration des mutés ;

— un accueil correct réservé aux malades dans le service des urgences et la possibilité d'être hospitalisé donnée en priorité à la population du Val-de-Marne ;

— construction d'une crèche supplémentaire et d'une garderie correcte pour les enfants ;

— amélioration des conditions de travail et augmentation des effectifs.

Les moyens d'action sont : l'assemblée de service ou d'atelier, réunions de tous les travailleurs sans distinction d'appartenance, rédaction dans les assemblées des cahiers de revendications et mise en œuvre des moyens d'action pour les faire aboutir. Retour en assemblée générale pour la synthèse, de jour, mais aussi pour l'équipe de veille à 15 h, et de garde à 23 h 30, une fois avant l'action.

C'est ainsi que la crèche et le patronage n'ont pas été payés (pendant trois jours), le déplacement hors des services bloqué ; le mercredi 16, cent personnes sont montées chez le directeur pour le faire céder.

Le vendredi, une réunion dans le hall rassemblant environ 300 personnes dont quelques malades (sur les cinq à six cents travaillant à cette heure-là), a réalisé, service par service, des panneaux expliquant la situation concrète vécue. Après une mini-manifestation, les panneaux ont été exposés dans le couloir d'entrée de l'hôpital.

La semaine suivante, après une préparation minutieuse, en particu-

lier avec les mères concernées, réalisation le jeudi 24 d'un patronage sauvage (plus de cinquante enfants), toute la journée, dans le bloc administratif, au pied de l'escalier du directeur. En deux semaines de lutte, nous avons arraché :

— seize lits par étage de médecine pour accueillir les malades des urgences ;

— pas de mutations pendant le mouvement et le maintien en poste des trois agents versés en pharmacie ;

— ordre donné aux architectes par l'administration centrale de se mettre prioritairement à la construction de la crèche et du patronage avec 400.000 francs (nouveaux) de crédits et accord d'en rajouter en cas de dépassement des frais.

Dans cette troisième semaine d'action, le comité de travailleurs syndiqués, non syndiqués, avec la C.F.D.T. propose la création d'un comité de surveillance des mères pour vérifier l'application des mesures prises pour la construction de la crèche et a fait le mercredi 1^{er} mars sur ce problème une journée d'action, par unité de soins et ateliers, portant sur le changement décidé collectivement de la façon de travailler. Enfin, un meeting public à Maisons-Alfort (cinéma « Le Pompadour »), est prévu afin d'expliquer à la population pourquoi et pour qui les travailleurs d'Henri-Mondor sont en lutte.

Les premières leçons politiques

Si l'objectif est clair et si une victoire apparaît comme possible, les travailleurs sont prêts à s'engager dans des actions illégales (exemple : la manifestation de vendredi, l'action « crèche et patronage », etc.).

Dans l'action, la prise de conscience apparaît parfois brutalement et dans ce cas les travailleurs sont capables d'initiatives dépassant la prévision des militants. La floraison des panneaux faits par les gens eux-mêmes, les inventions dans l'expression et dans l'action, tout cela s'est fait sur le tas, les militants se chargeant seulement de recentrer le mouvement.

Les formes d'action, de type contrôle, sont possibles dans un hôpital (crèche gratuite, patronage sauvage, refus de suppléer les machines par un surcroît de fatigue

La brochure sur la
" Stratégie du P.S.U. " est parue.

Les commandes sont à adresser à
Tribune Socialiste

9, rue Borromée, Paris 15^e
C.C.P. Paris 58-26-65

Prix de la brochure : 2 F



humaine, décision collective de réorienter les soins, faire des urgences réelles, vécues comme telles par l'équipe soignante).

Mais la politisation n'est pas pour autant parallèle à ces formes avancées de la lutte. Bien sur, les travailleurs savent que la cible princi-

pale reste l'Etat, mais il y a encore beaucoup à faire pour traduire cette perspective en réalité d'engagement.

On le voit bien sur le problème de l'unité du mouvement ; la direction de la C.G.T. a constamment joué le rôle de **diviseur de la classe**

ouvrière, condamnant la lutte, réunissant une assemblée en même temps que l'assemblée générale... Cela n'a pas empêché la majorité du personnel d'être dans la lutte **mais** sans jamais bien comprendre le pourquoi de cette attitude et les conséquences pratiques.

Par contre, l'intervention de l'extérieur de la Ligue Communiste, conseillant la grève administrative (à Henri-Mondor, qui l'année dernière l'a menée pendant deux mois !) au lieu du genre d'actions développées, a été perçue comme irresponsable et parachutée. Mais, pour beaucoup, la différence n'est pas faite avec le Secours Rouge qui, lui, a été dès le début dans le mouvement très correctement !

Nos perspectives

Le mouvement a duré trois semaines, fait rare pour un établissement hospitalier où la conscience de classe n'est pas très développée.

Il a permis, par les formes qu'il a pris, d'entraîner dans la lutte des agents qui ne sont ni syndiqués ni politisés et qui ne sont jamais mobilisés par les actions classiques de pétitions ou de manifestations traîne-savates.

Il a donné aux travailleurs le goût de résister à l'arbitraire et de lutter contre la double hiérarchie (médicale et administrative). Les résultats déjà obtenus donnent aux agents la volonté de continuer la bagarre. Car il y a encore beaucoup à faire. □

L'hygiène est négligée : un lavabo pour quarante-cinq métallos dans un atelier. Le patron et ses cadres se permettent de gifler un travailleur et de rouer de coups un ouvrier.

En juin 1971, M. Parreira décide la création d'un comité d'entreprise. Suite à cette annonce, une section syndicale C.G.T. se crée, forte, en vingt-quatre heures, de vingt membres. Le patron présente des candidats sans étiquette et apolitiques (son cousin et plusieurs cadres) et refuse la liste C.G.T. Un militant syndical tente de s'opposer à ce scrutin. Il est licencié sur-le-champ. Des pressions sont faites sur les candidats délégués et sur les adhérents C.G.T. (mutations, menaces de suppression de logement, dénigrement sur un tract signé Parreira et ses ouvriers). La conciliation de l'inspecteur du travail se heurte à un refus de la direction pour la réintégration du militant licencié.

Organisation de la répression antisyndicale

Les élections du comité d'entreprise ne furent pas cassées par le tribunal d'instance d'Issoire. On ne condamne pas un maître sur ses terres. La Cour de cassation doit trancher incessamment.

En novembre, après avoir fait élire ces candidats comme délégués du personnel, M. Parreira licencie dix-neuf travailleurs (sur ces dix-neuf sont licenciés le délégué syndical C.G.T. et un candidat délégué).

M. Parreira reprend dix travailleurs quelques jours plus tard, mais neuf restent dehors dont les deux syndicalistes. Reste aussi sans travail un jeune qui avait montré une trop grande sympathie à l'organisation syndicale.

M. Parreira n'a toujours pas répondu à deux questions posées par voie d'affiches en septembre :

— Combien a-t-il payé le terrain sur lequel il construit son usine ? (Ce terrain appartenait aux H.B.A.-Houillères du bassin d'Auvergne.)

— Combien reçoit-il par emploi créé dans le cadre de la reconversion des mineurs ?

Avec la complicité des flics

Non seulement il n'a pas répondu à ces questions, mais Parreira a porté plainte contre X. pour diffamation, alors que ces affiches étaient signées : section du P.S.U. de Brioude et du bassin minier. Ainsi, à ce jour, trois camarades du P.S.U. ont reçu la visite de la P.J. qui enquête sur l'exécution et la diffusion de ces affiches. Ce qui veut dire qu'un patron peut exploiter, licencier au mépris des lois, mais qu'un parti politique ne peut pas le dénoncer sans être interrogé et poursuivi par la police et la justice.

Cette région est particulièrement touchée. Les ateliers de la Serrurerie de la Seine, Brassac-les-Mines (construction métallique), entreprise décentralisée de la région parisienne dans le cadre de la re-

A qui profite la reconversion des mineurs ?

A La Combelle, 63 - Auzat-sur-Allier, dans un bassin minier en voie de disparition, fermeture prévue pour 1975, un petit artisan Parreira a pris en charge la reconversion des mineurs. Jugez-en vous-mêmes !

Les vautours

En 1963, Parreira emploie deux ouvriers ; en 1971 — grâce au soutien de H.B.A. et des capitalistes de la région —, il emploie quatre-vingts ouvriers dans la métallurgie (entreprise Parreira S.A.) et trente dans une entreprise adjointe de bâtiment : la S.F.E.E.R. Il se propose de créer deux cents emplois de métallos dans le cadre de la reconversion. Des mineurs reclassés à ce jour, aucun ; mais toute sa famille, des anciens ruraux et une importante colonie portugaise, travaillent dans ces deux entreprises, avec des salaires de 800 F pour un manoeuvre effectuant 45 heures de travail hebdomadaire. Les accidents de travail sont nombreux.

rivages

330, rue Saint-Jacques, PARIS (5^e) - Tél. : 325.43.99

DES VACANCES SOUS LE SIGNE DE L'INFORMATION

Allez juger sur place des expériences :

- Cubaine,
- Chilienne,

et d'un pays du tiers monde :

- Sénégal.

CUBA : 25 jours à partir de 2.350 F.

CHILI : 26 jours : 4.500 F.

SENEGAL (18-28 ans) : 18 jours : 1.995 F.

Je souhaite recevoir sans engagement de ma part :

- Programme CUBA.
- Programme CHILI.
- Programme SENEGAL.

NOM : Prénom :

ADRESSE :

Con-Lic A-622

conversion des mineurs, viennent de fermer leurs portes. Quarante-deux travailleurs sont au chômage. Or, pour un mineur reclassé à la serrurerie, le patron recevait un million d'A.F. il y a une dizaine d'années, dans le cadre de la reconversion.

A qui profite la reconversion des mineurs ?

Penarroya

La lutte continue

La lutte continue à Penarroya. Après l'intervention des flics dans l'usine, les travailleurs se sont installés dans une M.J.C. voisine, où ils continuent d'assurer une permanence. Des négociations ont commencé la semaine passée avec la direction.

Assez vite, le patron a fait certaines concessions sur la communication aux ouvriers de leurs analyses médicales et sur le problème du logement. Mais jusqu'à maintenant, il y a eu un blocage sur la revendication d'un franc d'augmentation pour tous.

Les travailleurs ont continué de décider en assemblée générale les suites à donner à leur mouvement et l'un de leurs délégués a expliqué leur lutte au cours d'un meeting organisé par la C.F.D.T., à la Bourse du Travail.

L'unité de la lutte

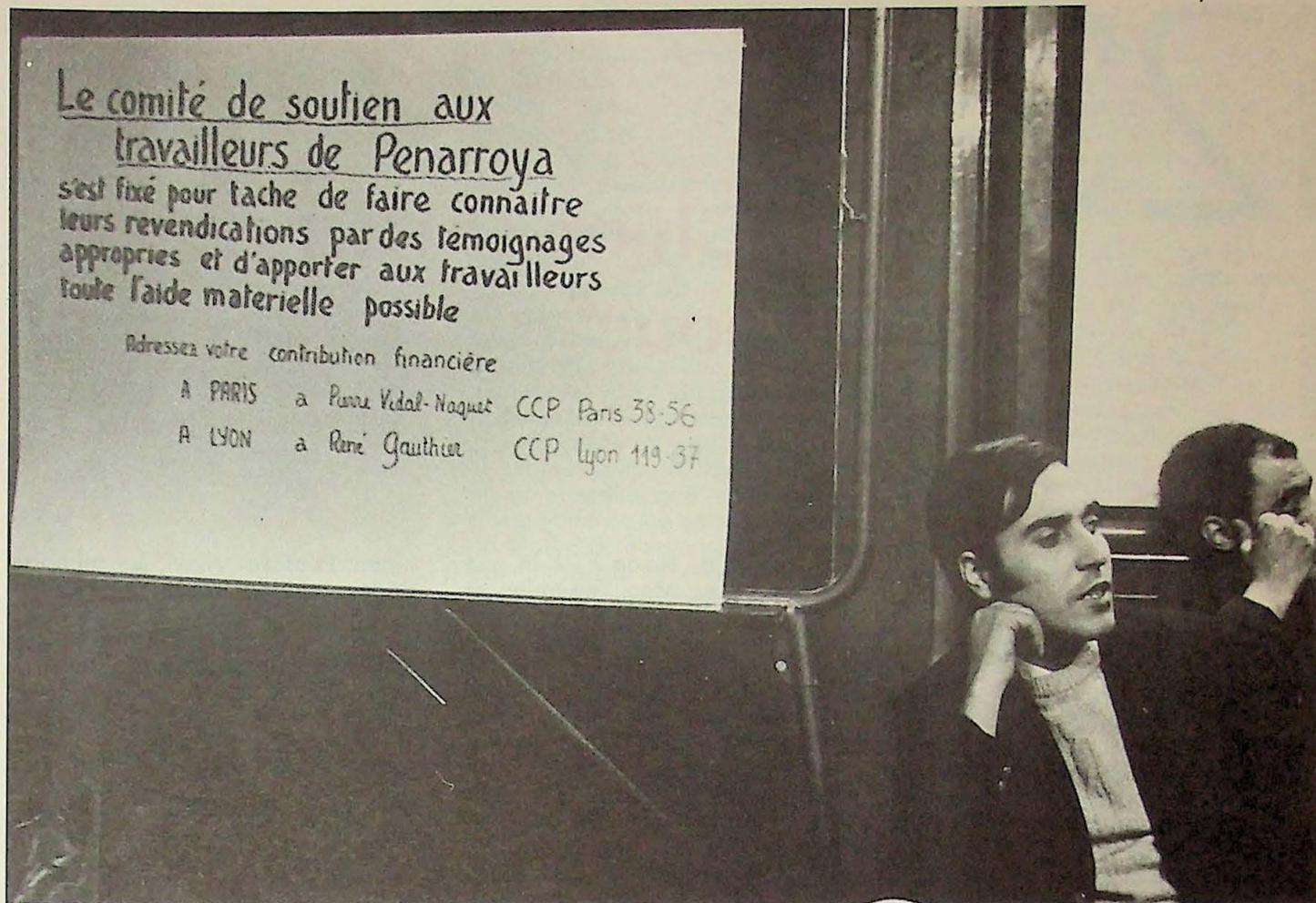
L'issue de cette lutte concerne l'ensemble du mouvement ouvrier : ce sont en effet les travailleurs immigrés qui la conduisent et elle concerne tous les travailleurs immigrés. Les formes prises pour la conduite de la grève (décisions adoptées collectivement dans l'unité des ouvriers) et les objectifs définis par les travailleurs eux-mêmes (augmentation uniforme des salaires, contrôle sur la santé) intéressent aussi l'ensemble de la classe ouvrière.

D'autre part, la volonté d'une lutte coordonnée entre plusieurs usines du même trust correspond à une nécessité actuelle d'organiser des luttes d'ensemble, seul moyen de faire plier la direction d'une société ou d'un trust.

L'organisation du soutien

Dès le début de la grève un soutien concret est venu des différentes forces déjà engagées dans le combat pour l'unité Français-immigrés et l'unité ouvriers-paysans. Il ne s'agissait pas pour elles d'une position morale, mais bien d'exprimer une solidarité fondamentale dans la lutte contre les mêmes exploités, contre le système capitaliste.

En apportant de la nourriture aux



grévistés les paysans ont montré qu'ils étaient solidaires de cette lutte contre le capitalisme. De même, il est important de ne pas réduire au rôle de collecteurs de fonds les militants de quartiers et d'usines, mais de bien situer l'ensemble de ces forces dans la lutte anticapitaliste.

Il reste encore à unifier le soutien de ces différentes forces qui restent le plus souvent juxtaposées. Nombreux sont les militants participant au soutien de la grève, qui ont exprimé la nécessité d'une coordination effective du soutien, sous la direction des travailleurs en lutte.

Cette unification des différentes forces qui soutiennent la lutte de Penarroya permettrait aux grévistes de connaître plus exactement l'importance et la solidité de ce soutien et donc d'en tenir compte dans l'estimation du rapport de forces avec le patron.

Elle permettrait aussi à ceux qui agissent dans les usines, dans les quartiers, de connaître à chaque étape de la lutte les objectifs que se fixent les travailleurs en lutte. Il ne peut s'agir que de la coordination des militants engagés pratiquement dans la bataille, et non de la coordination d'un groupe d'organisations.

Au-delà de la victoire

Par-delà la victoire des ouvriers de Penarroya, pour laquelle tous les militants luttent, ce qui est en jeu c'est la réalisation concrète dans l'action de formes d'unité populaire. Ce sera là une avancée dans la lutte d'ensemble, contre le système capitaliste.

Dans quelques jours ou quelques semaines, la lutte de Penarroya se conclura par un compromis nécessaire. Mais il ne s'agit que d'une bataille car les patrons tentent toujours de reprendre d'une main ce qu'ils ont donné de l'autre.

L'unité populaire des travailleurs français, immigrés, des ouvriers et des paysans, construite dans la lutte ouvre la voie à la conquête du pouvoir par et pour les travailleurs eux-mêmes. C'est à travers chaque bataille que les ouvriers grévistes et ceux qui les soutiennent peuvent prendre conscience de la possibilité et de la nécessité d'exercer eux-mêmes le pouvoir.

Les Comités de défense-immigrés

Ces comités fonctionnent depuis juin 1970, et existent dans de nombreux quartiers de Lyon.

Créés pour s'opposer aux mesures d'expulsion des familles de travailleurs immigrés, ils ont été amenés au fur et à mesure de leur action à faire une analyse économique sérieuse de l'immigration.

Ils ont rapidement fait porter leurs efforts sur l'ensemble des conditions de vie (logements, école, formation professionnelle) et de travail des immigrés.

Par leur travail patient et concret dans les quartiers depuis 18 mois, ils permettent une sensibilisation importante de la population sur les luttes des travailleurs immigrés.

Ils ont montré, dès le début de la lutte de Penarroya, que leurs possibilités militantes étaient précieuses : ainsi ce sont eux qui ont fait les premières collectes dans les quartiers, tout au début de la lutte. Ce sont eux également qui ont assuré sa popularisation dans les quartiers par les diffusions de

tracts, l'organisation de prospections du film « Penarroya », etc.

Ils ont donc été un instrument efficace dans le soutien immédiat à la lutte.

Mais leur rôle va plus loin. Après Penarroya, il y aura d'autres luttes, et les comités de défense ont pour tâche non seulement d'élargir le soutien, de populariser une lutte, mais aussi de mettre à jour le lien existant entre l'exploitation dans l'entreprise et celle qui existe dans la vie de quartier.

Certains comités travaillent sur le logement : existence de « garnis-taudis » dans les quartiers et de « foyers-taudis » dans les entreprises, d'autres sur les conditions de santé : absence d'hygiène et de sécurité dans les entreprises, locaux insalubres et repos souvent impossible dans les quartiers, etc.

Ces problèmes concernent également souvent des milieux populaires français et les comités de défense doivent montrer que Français et immigrés sont victimes d'un même système capitaliste.

La Chine, l'U.R.S.S. et nous

Pierre Naville

Le voyage de Nixon à Pékin, ses entretiens avec Mao Tsé-toung et Chou En-lai, le communiqué qui clôt la visite, suffisent à montrer que la diplomatie internationale vient de prendre un tournant de première grandeur. Quant à savoir jusqu'où il conduira, quelle est sa signification profonde et quelles leçons les travailleurs du monde entier doivent en tirer, il est difficile de le dire avec certitude dès aujourd'hui. Mais nous pouvons déjà nous former une opinion sur quelques points importants.

Tout d'abord, la reprise des relations entre gouvernements américain et chinois confirme la liquidation des rapports de forces établis à la fin de la dernière guerre, il y a vingt-trois ans. A cette époque, Staline et Truman ont fait la loi. De Gaulle et Attlee n'ont pu que l'appliquer. Le partage du monde avait été décidé à Yalta, confirmé à Téhéran, scellé à l'O.N.U. Depuis, quatre grands faits ont contribué à rendre l'accord de Yalta caduc. En 1947, la Grande-Bretagne a cédé sa liberté à l'Inde (et au Pakistan). En 1948, la Yougoslavie a quitté le bloc russe (suivi plus tard par l'Albanie). En 1949-50, la Chine populaire s'est établie sur tout le territoire continental. Peu après, toutes les anciennes colonies de la Grande-Bretagne, de la Hollande, de la France, etc., ont conquis, d'une manière ou d'une autre, leur indépendance politique.

Or, pendant que ces changements se réalisaient, deux autres processus contribuaient puissamment à modifier l'ancien rapport de forces : les U.S.A., surmontant crises et récessions, ont donné au capitalisme moderne un nouvel élan. Ils sont aujourd'hui les dominateurs du marché mondial, ils ont le niveau de vie par tête le plus élevé, ils ont la productivité la plus haute de tous les systèmes sociaux connus jusqu'à présent. D'autre part, l'Europe capitaliste occidentale est entrée dans la voie d'un Marché commun naguère impensable.

Les mouvements révolutionnaires dans les pays dépendants, dans les grandes métropoles industrielles, et même dans les socialismes d'Etat sous obédience russe, ont commencé à relever la tête, mais ils n'ont pu bouleverser cette évo-

lution. Pour eux aussi, les rapports de forces ont changé. Le temps est loin où leur progrès paraissait lié à l'antagonisme U.S.A.-U.R.S.S., identifiés à l'impérialisme et au socialisme.

C'est ainsi que les dirigeants américains ont été conduits, peu à peu, pour profiter de cette situation et tirer la leçon de leurs échecs militaires en Corée, dans la péninsule indochinoise, à Cuba, etc., à envisager un tournant diplomatique qui a trouvé son premier aboutissant à Pékin.

Les gains de Nixon

La Chine populaire entrée à l'O.N.U., Nixon et son administration ne pouvaient que tirer les conséquences une à une. D'abord, reconnaître diplomatiquement la Chine, une fois les conséquences de la « révolution culturelle » bien établies. Ensuite, accepter un désengagement militaire direct dans toute l'Asie. Ces deux conséquences sont symbolisées par l'abandon du soutien à Taïwan (Formose). Or, l'abandon de Taïwan, c'est l'abandon de tout le dispositif militaire mis en place dans le Pacifique, dont cette île était la clé. Mac Arthur, grand stratège, avait prédit à la fin de la guerre de Corée que si les U.S.A. laissaient la Chine populaire reprendre pied à Taïwan, il était inutile de vouloir en conserver un en Corée ou au Vietnam. Désormais, le dispositif militaire américain mis en place depuis vingt ans en Asie est démantelé. C'est d'ailleurs pour cela que Mao fera tout son possible pour que le Japon n'en prenne pas la relève.

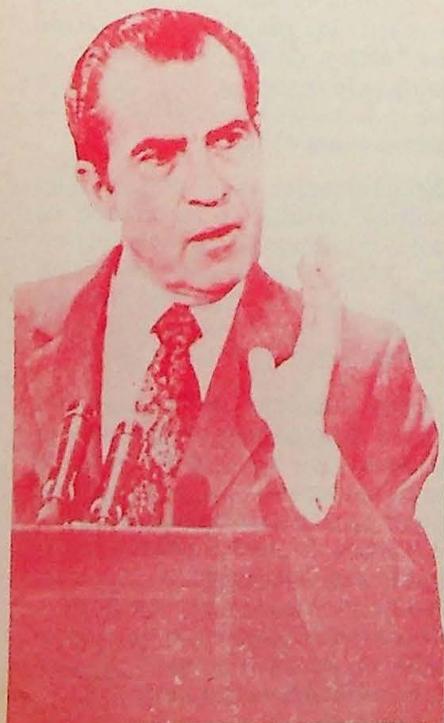
Ceci acquis, la Chine aura une ambassade à Washington, et réciproquement, comme l'U.R.S.S. a commencé à en avoir dans tous les pays du monde à partir de 1922-1924. En outre, la Chine va peser de tout son poids au Conseil de sécurité de l'O.N.U. Ce que les U.S.A. peuvent attendre de ces nouvelles relations, c'est évidemment une reprise des échanges économiques, et peut-être une consolidation de leur influence dans les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie et même en Inde. Il faut s'attendre à une extension des relations commerciales, et peut-être

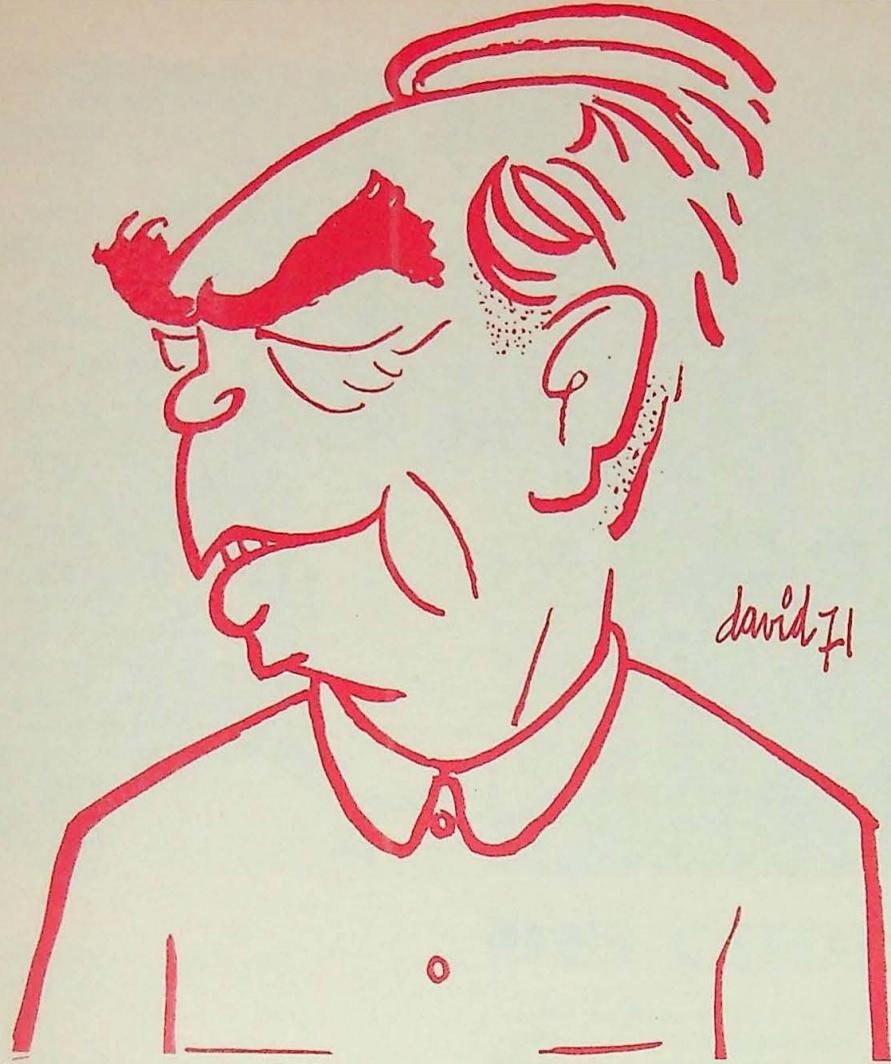
même une coopération technique. Bon gré mal gré, il leur faudra poursuivre le désengagement de l'intervention militaire directe au Vietnam. La grande industrie américaine espère ainsi relayer par le marché asiatique les développements qui ne se sont maintenus depuis dix ans que par les dépenses d'armements. Enfin, le gouvernement Nixon espère gagner les prochaines élections présidentielles, en s'affichant homme de paix. Et finalement, la « normalisation » des relations avec la Chine lui permettra de tenir la dragée haute à l'U.R.S.S., en obtenant de sa part plus de modération encore dans ses tentatives sur l'Europe occidentale.

Au fond, en recherchant et en acceptant un nouveau **modus vivendi** avec la Chine, les U.S.A. espèrent retrouver l'occasion d'affirmer une puissance qui se montrait inefficace dans de nombreuses régions du globe : dans son hémisphère, à Cuba et différents pays d'Amérique latine, au Moyen-Orient, en Inde, dans les pays d'Indochine, et même au Japon devenu une puissance économique considérable par ses propres forces. Mais cet impérialisme dominant a sa propre logique. Sa politique agressive n'a jamais été celle des conquêtes territoriales. Elle reste celle des interventions dans les pays qu'il veut soumettre à sa domination économique. Mais cela lui devient de plus en plus difficile, et son revirement actuel pourrait bien avoir pour effet à l'intérieur de reposer les problèmes du socialisme sur de nouvelles données.

Les avantages de Mao Tsé-toung

Quant au régime chinois, les gains qu'il retire de ce nouveau contact avec le gouvernement américain sont considérables. Et tout d'abord, du rassemblement des terres chinoises. Sans être une fédération, au sens juridique du mot, la Chine en a le contenu. Elle réunit les régions aux caractéristiques variées et opposées, des dizaines de langues, le long des frontières terrestres les plus étendues du globe. Le voyage de Nixon à Pékin est aussi un voyage à Canossa.





La reconnaissance de l'unité et de l'intégrité du territoire chinois par les U.S.A. est un avis à tous que l'ère des conquêtes et des reconquêtes de ce territoire est close : avis au Japon, à l'Inde, à l'U.R.S.S. ! Mais cela ne signifie pas pour autant que les problèmes de l'unité intérieure soient tous résolus, et moins encore certains problèmes frontaliers, notamment le long de la chaîne de l'Himalaya, du côté de la Mongolie et vers le fleuve Amour. L'unification de la Chine, la répartition des centres vitaux de l'industrie et de l'agriculture dans ce monde restent encore possibles dans bien des directions. On a dit que la ceinture américaine du Pacifique obligerait les Chinois à se tourner vers l'Ouest, vers les terres, dans un mouvement inverse de celui qui poussait les Russes vers la Sibérie. Mais voilà cette ceinture dénouée, et toute la côte du Pacifique libre, ce qui modifie la situation.

Pour le moment, on ne saurait douter que la Chine doive entrer dans une phase de développement économique accéléré. Les progrès enregistrés ces dernières années ne sont que les prodromes d'un renouvellement considérable de l'expansion industrielle et agricole. Par-dessus les événements de la « révolution culturelle » se reposent les mêmes problèmes, résolus provisoirement par un recours à l'esprit pratique et à la minutie technique du paysan et de l'ouvrier chinois. Mais des progrès accomplis en exigent d'autres de plus grande ampleur. L'agriculture chinoise peut assurer le « bol de riz » à chacun. Mais elle doit fournir beaucoup plus et ne le peut que grâce à une mécanisation qui dépend de la croissance industrielle. Les procédures et les techniques qui ont pu être utiles ou indispen-

sables dans des unités économiques à petite échelle, deviendront un obstacle à la création de grandes unités industrielles à haut rendement. On peut prévoir qu'un secteur d'industrie à grande production de série va voir le jour et que la classe ouvrière industrielle (quelque 30 millions sur une population de 750 millions) se développera parallèlement au réseau artisanal et rural qui devra subsister encore longtemps dans les régions reculées, et même dans la périphérie des grands centres.

Les administrateurs chinois vont retrouver les problèmes de la planification à l'échelle centrale, de la répartition des fonds de salaires, des formes du marché, que la « révolution culturelle » paraissait avoir écarté de leur attention. Toute révolution abolissant le pouvoir économique de la bourgeoisie, du capitalisme privé les retrouvera inévitablement. Partout, la classe ouvrière soulèvera les mêmes revendications : meilleurs salaires, primes, différentiation selon la qualité, contrôle des conditions de travail, garantie de l'emploi, entre autres. Or, la révolution culturelle n'a fait que reculer la solution de ces problèmes, sans y parvenir elle-même. Ce qu'elle visait avant tout, c'est à rompre définitivement avec l'allégeance au modèle russe de ces problèmes et de sa façon de les résoudre.

Le gouvernement américain, comme ceux d'Europe d'ailleurs, ont longtemps estimé qu'une entente avec l'U.R.S.S. devait, par voie de conséquence, conduire à un accommodement avec les dirigeants chinois. Il a fallu l'acuité croissante du conflit sino-russe pour que ces gouvernements comprennent qu'une entente, ou tout au moins la consolidation d'un statu quo,

avec la Chine devait se faire directement, et complètement en dehors de l'U.R.S.S. L'unité du « camp socialiste » s'est en effet révélée un mythe. Elle ne conduit qu'à la soumission ou à la séparation. La plupart des observateurs étrangers pensaient que le « monolithisme » intérieur devait entraîner le « monolithisme » extérieur et qu'il ne pouvait y avoir qu'un seul groupe dirigeant au dehors comme au dedans. Mais les faits ont répondu autrement. Après tout, Mao et ses camarades n'ont fait que reprendre la perspective stalinienne du « socialisme dans un seul pays », mais ils l'ont reprise contre les staliniens attardés que sont Brejnev, Kossyguine et les autres dirigeants de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui. Chaque Etat socialiste revendique son autonomie et, s'il le peut, la conquiert.

La révolution culturelle a été le sursaut d'une grande révolution sociale et politique qui refuse une fois pour toutes de se soumettre à un modèle intangible. Pourtant, ce modèle est aussi le sien sur un point capital : le rôle du Parti communiste unique et dominant l'Etat. La « révolution culturelle » a expulsé toute influence russe du Parti, mais c'était pour que le pays reste plus étroitement sous la dépendance du Parti. Plutôt que de parler de communisme russe et de communisme chinois, il vaudrait mieux dire que la tradition stalinienne s'est incarnée dans deux Partis nationaux qui se ressemblent trop pour ne pas devenir rivaux et même ennemis.

« Le Parti commande aux fusils », réaffirme un slogan chinois. C'est une doctrine constante en U.R.S.S. comme en Chine. Mais en Chine, Mao dut recourir à l'armée pour éliminer les russophiles du Parti, collaborer à la réorganisation politique et économique du Parti, implanter les nouveaux comités politiques de base (où elle représente un tiers de l'effectif) et renforcer les comités du sommet où les commandants militaires sont nombreux. Tout cela ne pouvait que renforcer le pouvoir de Lin Piao, successeur officiel de Mao, et peut-être le pousser à des gestes excessifs au moment où Mao et Chou En-lai préparaient le voyage de Nixon à Pékin. D'où sa chute et sa disparition. En définitive, en Chine comme en U.R.S.S., c'est toujours le Parti qui commande aux fusils, car c'est plutôt l'armée qui est construite à l'image du Parti, que l'inverse.

Les réactions de l'U.R.S.S.

Le gouvernement soviétique s'est trouvé bien embarrassé pour reprocher à Mao d'avoir invité Nixon, car il est lui-même prêt à le recevoir les bras ouverts et, gageons-le, avec plus de vivats qu'on en a entendus à Pékin ou à Shanghai. Sur le plan des rapports diplomatiques entre Etats, il est évident que l'U.R.S.S. souhaiterait « normaliser » ses rapports avec la Chine, sans la moindre tentative d'intervention intérieure, bien en-

tendu. Mais les menées de Moscou au Tibet et au Sinkiang, comme en Mongolie extérieure et à la frontière de Mandchourie, sont plus que suspectes à Pékin. Or, Pékin n'est ni Varsovie ni Prague, et Moscou est relativement impuissante à imposer ses vues sur ce terrain.

Aussi bien est-ce sur le terrain des rapports entre partis que la situation reste la plus tendue et la plus explosive. Le P.C. russe traite tous les jours la « clique de Mao » de raciste-impérialiste, de danger principal dans le mouvement communiste, de grande puissance dangereuse, bref de **péril jaune** ennemi numéro un des soviétiques. Les dirigeants chinois le leur rendent bien : Brejnev et Kossyguine, et Khrouchtchev, leur inspirateur défunt, sont des « social-impérialistes », fascistes, supports de l'impérialisme partout où leur influence se fait sentir. Mais ces invectives verbales s'accompagnent d'une politique pratique plus tortueuse que résolue. Le Parti russe s'efforce, sans grand succès, d'isoler les tendances maoïstes dans le mouvement ouvrier international, et sans plus de succès d'isoler la Chine sur le terrain diplomatique. Il est impossible aujourd'hui d'imaginer sur quelles bases — c'est-à-dire contre quel adversaire — pourrait avoir lieu un rapprochement entre les deux Partis. Moscou est prêt, bien entendu, à tous les revirements, comme il l'a fait vis-à-vis de Hitler, de Tito ou de Kennedy. Mais même ce genre d'évolution lui est aujourd'hui presque interdit en dépit de son aptitude bien connue aux volte-faces.

La Chine et nous

Il serait, bien entendu, stupide de reprocher au gouvernement chinois de reprendre contact avec le gouvernement américain et d'en tirer parti pour éloigner une menace, assurer l'unité du pays et faciliter son développement économique. C'est justement la « révolution culturelle » qui lui permet cette tentative nationale dans les meilleures conditions. Mais l'histoire de l'U.R.S.S. a suffisamment montré que les exigences nationales ne sont pas toujours favorables au mouvement révolutionnaire international, d'autant moins qu'en Chine aussi, comme en U.R.S.S., existe maintenant un courant antibureaucratique populaire et conscient qui remet en cause la domination exclusive d'un Parti unique. Cette situation ambiguë nous invite, sans marchander à la Chine toute l'approbation nécessaire de son effort pour renouveler les conditions d'une marche vers le socialisme, à tenter par nos propres forces l'étude de ces conditions. C'est justement ce que font, pour leur part, le Vietnam et la Roumanie, par exemple. Cette confrontation est l'une des tâches les plus importantes et les plus difficiles qui nous incombent. Mais aucun parti révolutionnaire au monde ne peut aujourd'hui l'éviter. □

luttones internationales

Maroc

Des militants enlevés... même en prison !

Le dernier référendum organisé le 1^{er} mars par le régime de Hassan II a montré clairement le jeu subtil et serré qui se déroule entre le pouvoir et l'opposition légale regroupée au sein de la Koutlah Watania (Front composé par l'Istiqlal et l'U.N.F.P.). Si chaque partie essaie de maintenir le maximum d'atouts en sa faveur, il n'en demeure pas moins qu'un compromis est sur le point d'aboutir.

Face à cela, les grèves et manifestations se multiplient à travers tout le pays, élevant de plus en plus haut le niveau de conscience politique à travers les mots d'ordre et revendications exprimés : dénonciation ouverte du régime réactionnaire et féodal, soutien total aux détenus politiques et exigence de leur libération immédiate, revendication d'une université et d'un enseignement populaires et démocratiques. Ainsi, à Rabat, Casablanca, Fez, Marrakech, Meknès, Taza, Beni-Mellal, Midelt, Taroudant, Nador, Inezgane, Agadir, des manifestations monstres ont eu lieu, parfois marquées par de violents accrochages avec les G.L.S. (groupes « légers » de sécurité), C.M.I. (compagnie mobile d'intervention) et Forces Auxiliaires (les deux premières étant l'équivalent des C.R.S. français, avec la particularité introduite par Oufkir : emploi de l'arme blanche durant les combats de corps à corps).

Dans les établissements industriels mêmes, les grèves se multiplient et se poursuivent. Pour ne citer que les plus récentes, rappelons celles du personnel technique de l'aéronautique et de la météorologie du Maroc, des ouvriers de la SOMADIR, de la Brasserie du Maroc, des usines Volvo à Casablanca, de la COMAMUSI et de la Gerzinit à Mohammedia.

S'il y a satisfaction partielle de quelques revendications telle que la mise en liberté provisoire de quelques détenus politiques — Serfaty et Lâabi par exemple —, la répression n'en continue pas moins.

Ainsi, Abdellatif Derkaoui, professeur, qui purgeait une peine de trois mois à la prison d'El Halou à Rabat a disparu, enlevé dans l'enceinte même de l'établissement pénitencier par les « brigades spéciales ».

De nombreux enlèvements ont lieu par ailleurs et cela dans le plus grand secret. Malgré cela, nous apprenons la disparition de deux étudiants palestiniens que le régime de Hassan II voudrait livrer à Hussein de Jordanie.

Disparition également de Nadam Abdejlil, professeur au lycée Hassan II à Rabat ; de Malika Khouda, étudiante à la faculté de Droit à Rabat, Hamid Ezzroua, étudiant à la faculté de Droit de Rabat et fonctionnaire à l'Office national des chemins de fer, membre de la fédération nationale des travailleurs du rail ; El Fassici, professeur au lycée Chérif Mohammed Ameziane à Nador, et enfin, celle de Simon Assidon, professeur de mathématiques à Casablanca.

Devant cette succession d'événements dont la rapidité et l'apparente confusion laisseraient perplexes une clarification de la situation politique au Maroc devient nécessaire.

A quoi correspondent les multiples mesures annoncées successivement par Hassan II ?

Quels sont les liens qui existent aujourd'hui entre le pouvoir réactionnaire et l'opposition légale Al Koutlah Al Watania et quels sont les objectifs de celle-ci ?

Quelles sont les raisons profondes et réelles de la répression sournoise qui s'abat sur les militants progressistes et révolutionnaires ?

Enfin, quelles sont les perspectives des luttes menées aujourd'hui par les masses populaires marocaines ?

A toutes ces questions, nous tenterons d'apporter, ici dans notre prochaine édition, des réponses, notamment avec la participation de militants progressistes marocains qui essaieront d'exposer ici leurs points de vue. □



Israël

La guerre de quatre jours

Le rêve des Israéliens, c'est de réussir à nouveau l'opération de septembre 1970 menée en Jordanie, mais cette fois-ci au Liban : faire éliminer la résistance palestinienne par le pays d'accueil, quitte à lui forcer un peu la main.

Septembre 1970 a démarré le processus d'élimination totale de la Révolution palestinienne en Jordanie. Celle-ci est actuellement en pleine clandestinité, et sa tâche est assez difficile. La Syrie contrôle totalement la Saïka. Partant, les régimes arabes dits « progressistes », en fait sous direction petite bourgeoisie réactionnaire (Syrie, Irak, Egypte, Algérie) gèlent les fronts avec Israël. Ne parlons pas de la Jordanie féodale et fasciste qui poursuit des contacts secrets avec le régime sioniste d'Israël.

Il s'agit, à terme, pour Israël, de susciter la création d'une entité palestinienne, fournissant une « base légale » à l'occupation israélienne. La mise en œuvre de cette politique passe par l'élimination de la résistance palestinienne, seule représentante du peuple palestinien.

C'est dans ces conditions qu'Israël est intervenu militairement au Liban après avoir vainement tenté de faire pression sur le gouvernement libanais pour qu'il révise les accords du Caire.

C'est le 25 février que l'armée sioniste attaqua appuyée par 30 avions, 80 tanks et véhicules blindés,

et des troupes aéroportées. Le but était d'occuper la région d'Arkouba et d'éliminer les bases de fedayins.

Très rapidement trois fronts sont ouverts : des commandos venus de Syrie à travers le Golan attaquent par surprise l'arrière de l'armée israélienne. A partir de la ville de Oumkars en Jordanie (ce qui prouve que la résistance palestinienne existe encore là-bas), les commandos attaquent en Cisjordanie. Ces deux fronts s'ajoutent au front principal du sud-Liban.

Au bout de quatre jours, l'armée israélienne a complètement évacué le sud-Liban : elle compte deux Phantom et un Skyhawk abattus et onze chars détruits, ainsi que 130 tués ou blessés. La révolution palestinienne compte 47 morts.

Parallèlement d'importantes manifestations eurent lieu à Beyrouth et pour la première fois depuis 1970 un service d'ordre armé a assuré la protection des manifestants.

Cette guerre de quatre jours a montré que si la Révolution palestinienne a subi de rudes coups, elle s'est fortement réorganisée. Elle a montré le silence complice des régimes arabes. Enfin, cette guerre a mis en lumière la détermination des masses arabes et le fait que la révolution palestinienne est loin d'être isolée. □

La Commission Internationale du P.S.U. vient de publier :

Chili, voie électorale et / ou lutte armée

L'exemplaire : 5 F. En vente à la librairie de « Tribune Socialiste », 9, rue Borromée, Paris (5^e).



DES CHOIX CLAIRS POUR LA RIPOSTE

Dans le dernier T.S., le texte du manifeste des 1.000 enseignants a été diffusé. Il appelle quelques commentaires

- sur son origine ;
- sur l'impact qu'il a eu chez les enseignants ;
- sur ce que nous pouvons en dire aujourd'hui en ce qui concerne notre conception de la lutte sur l'école.

Son origine :

— le refus collectif de l'inspection générale par un groupe de quarante enseignants à Ivry ;

— la riposte des quatre enseignants suspendus dans la région parisienne d'une part et la lutte menée pour la réintégration des enseignants de Firminy-Saint-Etienne, radiés pour raisons politiques.

Dans l'un et l'autre cas cette lutte a pris la forme d'une grève de la faim avec comité de soutien élargi à des travailleurs, des parents et des élèves.

Il y a eu élargissement des luttes mais une absence totale de coordination. La défaillance de l'outil syndical est apparue clairement ; c'est pour cette raison que de nombreux enseignants ont ressenti la nécessité d'organiser

à leur niveau une riposte collective et publique.

• Dès maintenant on peut dire que cette initiative a eu un écho certain à la base. Elle a permis la mise en place de liaisons nouvelles, entre enseignants engagés dans des luttes et écœurés par la démission des syndicats qui comme chacun sait ne s'intéressent qu'aux vrais problèmes... !

Déjà des dispositions avaient été prises à l'occasion des obsèques de Pierre Overney pour organiser un débrayage au cas où celles-ci auraient eu lieu pendant les heures de classe.

• A propos de la plate-forme que représente le manifeste on peut déjà constater l'avancée qu'elle représente par rapport à l'idéologie dominante du « milieu » :

— dénonciation de la pédagogie traditionnelle ;

— dénonciation de la fausse neutralité de l'école et mise en question dans la société actuelle (sélection, mise en condition, etc.).

Elle constitue une réponse appelant à l'action face à la crise du système éducatif et de la répression croissante qui s'y instaure.

• Cependant il convient de souligner la limite de la revendication de

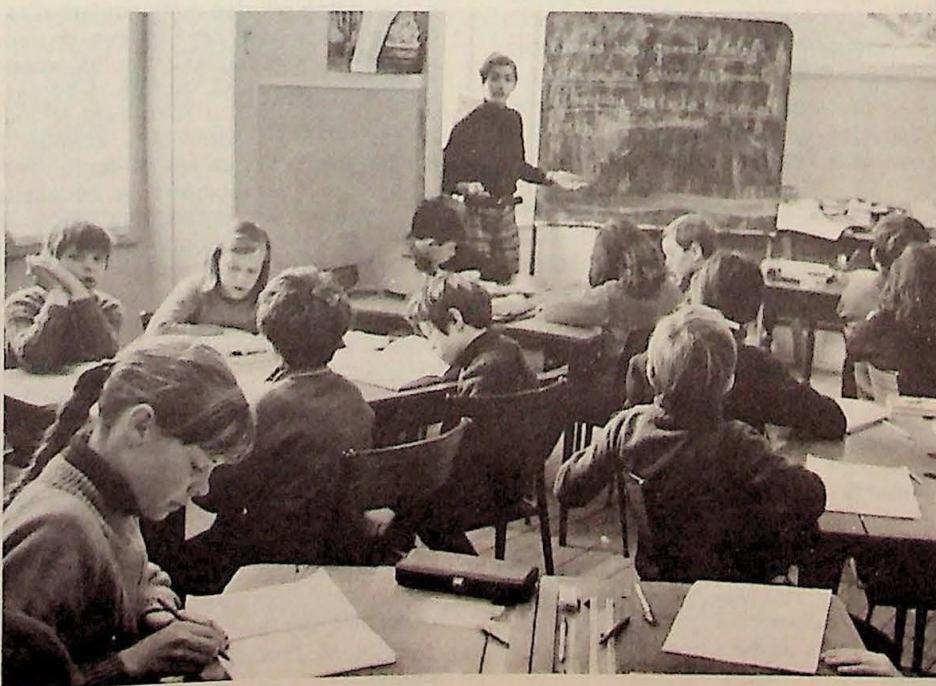
la liberté pédagogique qui est difficilement perçue (parfois mal comprise) par les travailleurs. De plus réclamée comme telle, elle ne remet pas clairement en cause la fonction essentielle de l'école qui est celle de la société capitaliste (« la sélection »). Les camarades sont appelés à participer à cette action en essayant au maximum

— de l'élargir aux lycéens et aux premiers intéressés par ce rôle sélectif de l'école : les travailleurs et leurs enfants (C.E.S., C.E.T.) ;

— d'y participer en sachant que le troisième trimestre est celui de la sélection par excellence (conseils de classes, d'orientation...) et que c'est là l'occasion de mener avec les parents un travail d'information et d'explication.

• A cet effet le collectif enseignement travaille à la constitution d'une brochure Sélection qui sera bientôt disponible pour les militants. La commander dès maintenant.

D'autre part, le T.S. spécial enseignement sera fait pour la mi-avril. On y trouvera non seulement un bilan des luttes mais aussi les éléments d'une analyse et d'une stratégie nouvelle sur l'enseignement.



Quelques informations sur le secteur lycéen

Le collectif national lycéen s'est réuni pendant un week-end pour faire le point de son activité.

Il apparaît que le secteur a connu un développement certain depuis l'affaire Montaigne tant au niveau de Paris que de la province. Des comptes rendus nous ont été envoyés et nous sommes en contact avec des groupes lycéens constitués.

Réunion au niveau national des groupes étudiants du P.S.U.

Faculté des Sciences, Toulouse.

Samedi 18 mars à 10 h.

Dimanche 19 mars à 9 h.

— Bilan des luttes de cette année.

— Intervention politique des étudiants du P.S.U. dans leur faculté.

— Perspectives d'intervention.

Pour s'inscrire et pour l'envoi des textes préparatoires, répondre avant le 15 mars au plus tard à la Coordination étudiante - Fédération P.S.U., 3, rue d'Aubuisson, Toulouse (31).

Permanence téléphonique le soir :

(61) 62.72.13.



ECHEC AUX FASCISTES AU LYCEE MONTAIGNE

DEPUIS le meeting pour les libertés démocratiques tenu à Assas il y a un mois, les fascistes ne sont plus intervenus à Montaigne distant de quelques centaines de mètres seulement de cette fac.

Mais le 23 février à 12 heures, lors d'une première provocation, quelques fascistes empêchèrent les militants du comité de lutte de vendre leurs journaux, il s'en suivit quelques coups sans importance.

A 16 heures, une quarantaine de fascistes venus d'Assas se massèrent à l'entrée du lycée et après quelques injures chargèrent en hurlant dans le hall, poursuivant les lycéens jusque dans les cours avoisinantes. Ils visaient avec une brutalité particulière les militants révolutionnaires « repérés » et photographiés par les membres d'O.N. du lycée. A l'issue des quatre charges successives, on relève les blessés :

— le proviseur renversé, sans gravité ;

— un camarade est atteint d'un traumatisme crânien ;

— plusieurs élèves (y compris du 1^{er} cycle), ont des hématomes et sont soignés à l'infirmerie.

Pendant la semaine suivante, des militants révolutionnaires lycéens du quartier viennent régulièrement assurer la sécurité du lycée. Vendredi 25 un affrontement assez violent éclate rue Vavin ; plusieurs blessés de part et d'autre.

Jusqu'au mercredi 1^{er} mars, plusieurs camarades sont attaqués alors qu'ils rentraient seuls chez eux (dont les militants du P.S.U.). Les nervis d'O.N. et du G.U.D. dont plusieurs ont été reconnus délimitent un périmètre interdit aux lycéens (bd Montparnasse, rue d'Assas et rue Vavin) et vont jusqu'à agresser ceux qui passent en deux roues, mais ils ne s'approchent pas du lycée.

Les parents autonomes et l'administration ayant décidé de prendre des mesures « contre tous ceux qui provoqueraient des heurts », s'ils n'en sont pas directement responsables obligent le Comité de lutte à démobiliser les S.O.

Preuve d'une certaine collusion entre parents autonomes, administration et fascistes, O.N. lance immédiatement une nouvelle attaque armée à la sortie du lycée le mercredi 1^{er} mars ; le comité de lutte s'étant rendu compte que le corps à corps lui serait défavorable adopte une tactique de résistance passive : alors que les militants du C.L. bloquent les portes principales (malgré l'intervention de certains professeurs et de membres de l'administration, qui en exigeaient l'ouverture). Les fascistes envoient des boulons et des barres de fer à travers les fenêtres, blessant ainsi une des professeurs (réputée réactionnaire) qui se trouvait dans la salle des profs : 7 points de suture au visage.

Ces attaques des mouvements d'extrême droite sont révélatrices de leur volonté de s'implanter dans les lycées (attaques sur L.L.G. Buffon, Decours, et Henri-IV) pour y faire régner leur ordre. Si leur tentative a échoué à Montaigne c'est que les militants révolutionnaires ont compris la nécessité de répondre aux agressions militaires par une riposte politique (tracts, meetings, affiches, etc.) tout en assurant la protection matérielle des lycéens et en dénonçant la carence de l'administration en ce domaine.

Mais l'administration ne peut admettre que cette fonction soit assumée par les lycéens eux-mêmes, taxés de « provocateurs » et dénoncés à grands renforts de motions des parents réactionnaires et de l'administration, etc., de tracts de l'U.N.C.A.L. L'administration veut maintenant sanctionner les militants révolutionnaires qui ont pourtant démontré par leur action leur responsabilité et leur influence sur les lycéens.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois 26 F

1 an 50 F

Soutien { 6 mois ... 50 F
 { 1 an 100 F

9, rue Borromée - Paris (15^e)

C.C.P. Paris 58.26.65

Lille

Procès C.G.I.T. contre P.S.U.

En janvier-février 1971, la section de Lille entreprend une action prolongée de démystification des transports en commun. La Compagnie qui gère ce service s'appelle la Compagnie Générale Industrielle des Transports (C.G.I.T.).

Les faits

Après le premier collage, la première distribution de tracts, la C.G.I.T. attaque le P.S.U. en diffamation, car il est diffamatoire de dire qu'« on ne transporte pas, on nous roule », ou bien que « la C.G.I.T. est une entreprise capitaliste qui recherche le profit maximum ».

Pour les usagers, les conditions de transports sont scandaleuses : quartiers non desservis, augmentation des tarifs déjà élevés, parcours mal étudiés : pas de circuit périphérique qui permettrait aux travailleurs parqués dans la ceinture de Lille d'éviter le centre et leur ferait gagner un temps considérable, pas assez de bus aux heures de pointe.

Pour les chauffeurs de l'entreprise, cela ne vaut pas mieux : des horaires irréguliers, un chantage sur les primes, des cadences infernales, un temps de pause de plus d'une heure non payé, des salaires insuffisants.

Le procès

Quels sont les arguments de la C.G.I.T. ?

— « Ce n'est pas un problème politique ni un problème économique, c'est un problème juridique, c'est un problème de principes. »

Parce que le P.S.U. a fait une campagne publicitaire à rebours, il

a touché les usagers qui sont les forces vives (sic) de la C.G.I.T. (les tracts ont été distribués aux usagers et les affiches collées aux arrêts de bus). C'est donc une question de respect de la personne morale qu'est la C.G.I.T.

— « La C.G.I.T. n'est pas une entreprise capitaliste comme les autres. » (sic.)

Elle est concessionnaire d'un service public (« elle tire des bénéfices, mais pas de profit maximum »).

— La C.G.I.T. ne peut fixer elle-même les prix : elle est soumise à trois contrôles : le syndicat intercommunal, les Ponts et Chaussées et la Préfecture.

« Comment pourrait-elle d'ailleurs faire des profits puisqu'il y a des socialistes dans ce syndicat intercommunal ? » (sic.)

— En ce qui concerne les revendications intérieures à la C.G.I.T., les accusations du P.S.U. sont fausses : en effet, c'est faire injure au syndicat de la C.G.I.T. que de s'imaginer qu'il ait attendu les mots d'ordre venus de l'extérieur et, en plus, d'un parti politique, pour défendre les travailleurs et les usagers.

D'ailleurs, les préoccupations du P.S.U. ne sont pas celles du syndicat puisque celui-ci ne nous approuve même pas.

En conclusion, le P.S.U. fait injure aux syndicats et aux pouvoirs publics, et ceci est anormal (sic).

Ce que pense l'avocat général

« Deux personnes morales, deux libertés s'opposent. La C.G.I.T., entreprise commerciale avec la liberté de gestion, et le P.S.U., parti politique, avec sa liberté d'information. » (sic.)

Or, les informations sont fausses, le P.S.U. est donc de « mauvaise foi ». On met en doute la pureté de ses intentions.

De ce fait, « le P.S.U. ne respecte plus les règles du jeu ». Je demande donc six mois de prison avec sursis et une amende importante.

La défense :

La défense a placé le débat sur le terrain politique, puisque le problème des transports en commun est un problème politique.

L'avocat a posé le problème politique des transports en commun et des conditions d'exploitation des travailleurs de la C.G.I.T.

L'avocat s'est fait le porte-parole des comités d'usagers en présentant leurs revendications.

Pour les conditions de travail des chauffeurs de la C.G.I.T., il a justifié les affirmations du P.S.U. et fait remarquer qu'après la parution des tracts, entre janvier 71 et janvier 72, les salaires des chauffeurs ont augmenté de 20 % sans aucune lutte ni intervention syndicale.

Le P.S.U. est l'ennemi principal de la C.G.I.T.

Plusieurs raisons l'expliquent :

— La C.G.I.T. se cache derrière la légalité bourgeoise pour affirmer qu'elle n'est pas « une entreprise capitaliste comme les autres ». C'est vrai : elle gère une concession publique, mais son mode d'exploitation est celui du système capitaliste. Elle veut se montrer neutre par rapport à l'appareil d'Etat.

Pour elle, le terme « capitaliste » est diffamatoire.

Par contre, « entreprise fermière qui gère un service public », ça, ça ne l'est pas.

Pour la justice bourgeoise, c'est une question de langage.

Pour les travailleurs, le résultat est le même, ils sont exploités. Ils vendent leur force de travail à un patron, quel que soit le statut juridique (privé ou public) de ce dernier.

— Comment se fait-il que la C.G.I.T. se serve du syndicat pour confirmer ses déclarations ?

Le syndicat est le syndicat unique de l'entreprise (90 % de syndiqués). Il ne fonctionne même pas comme une assurance-vie des travailleurs : ses seuls soucis sont les colonies de vacances et l'arbre de Noël.

Quel est ce syndicat ? Il n'est pas la C.F.T., il n'est pas la C.F.T.C., il n'est pas F.O., c'est la C.G.T...

Où en est la mobilisation ?

— Pour les travailleurs de la C.G.I.T., la mobilisation est nulle. Le P.S.U. n'y est pas implanté correctement. De ce côté, nous avons un échec, car nous n'arrivons pas encore à détacher les travailleurs de ce syndicat maison, pour que la lutte de classes soit menée à l'intérieur de l'entreprise.

— Pour les usagers : des comités d'usagers commencent à s'organiser dans les cités ouvrières de la métropole. Mais ils sont encore à l'état embryonnaire et ne fonctionnent pas encore de façon autonome. Le mouvement de masse est encore à créer.

Le jugement sera rendu le 21 mars. La mobilisation continue. □

A paraître en mars 1972

Yvan Craipeau

LE MOUVEMENT
TROTSKYSTE
EN FRANCE

Des origines aux enseignements de Mai 68

Yvan Craipeau, qui a lui-même joué un rôle très important dans les trotskysme français des origines jusqu'en 1947, fait dans cet ouvrage le bilan des tentatives opérées par ce courant pour construire le parti révolutionnaire nécessaire à notre époque.

Jusqu'au 15 mars, ce livre peut être commandé en souscription aux
EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée-Paris 15°,
C.C.P. 19 706 28, Paris.

Prix de vente public : 18 F — En souscription : 15 F
En souscription par 10 exemplaires 12 F



La grande machine sociale

Chant des émigrés

Si vous voulez parler de ces pays lointains
où l'on meurt de misère et de faim
Des enfants du Biafra et des petits indiens
A deux pas de chez moi allez voir mes voisins

Vous ne trouverez pas leurs noms sur le Bottin
Moussa et Mohamed et Salem
Et vous aurez du mal à trouver le chemin
A deux pas de chez moi allez voir mes voisins

La concierge me dit qu'ils ne sont bons à rien
Qu'ils n'ont pas des manières de chrétiens
Qu'ils respirent notre air et mangent notre pain
A deux pas de chez moi allez voir mes voisins

C'est vrai que nos grands-pères étaient des gens de bien
Qu'ils avaient des manières de chrétiens
Quand ils ont pris la terre d'Afrique aux Africains
A deux pas de chez moi allez voir mes voisins

Ils ont fait de ces hommes vos grands-pères et les miens
Des balayeurs et des fantassins
Car si le pain est cher leur vie ne coûte rien
A deux pas de chez moi allez voir mes voisins

Vous les voyez trainer de Montrouge à Pantin
Mais ils pourraient bien un matin
Venir vous réveiller vous qui dormez bien
A deux pas de chez moi allez voir mes voisins

Au concours des misères leurs taudis valent bien
New Delhi, Calcutta ou Harlem
C'est aussi pittoresque et c'est beaucoup moins loin
A deux pas de chez moi allez voir mes voisins

Si vous voulez parler de ces pays lointains
Où l'on meurt de misère et de faim
Des enfants du Biafra et des petits indiens
A deux pas de chez moi allez voir mes voisins
A deux pas de chez toi va donc voir tes voisins

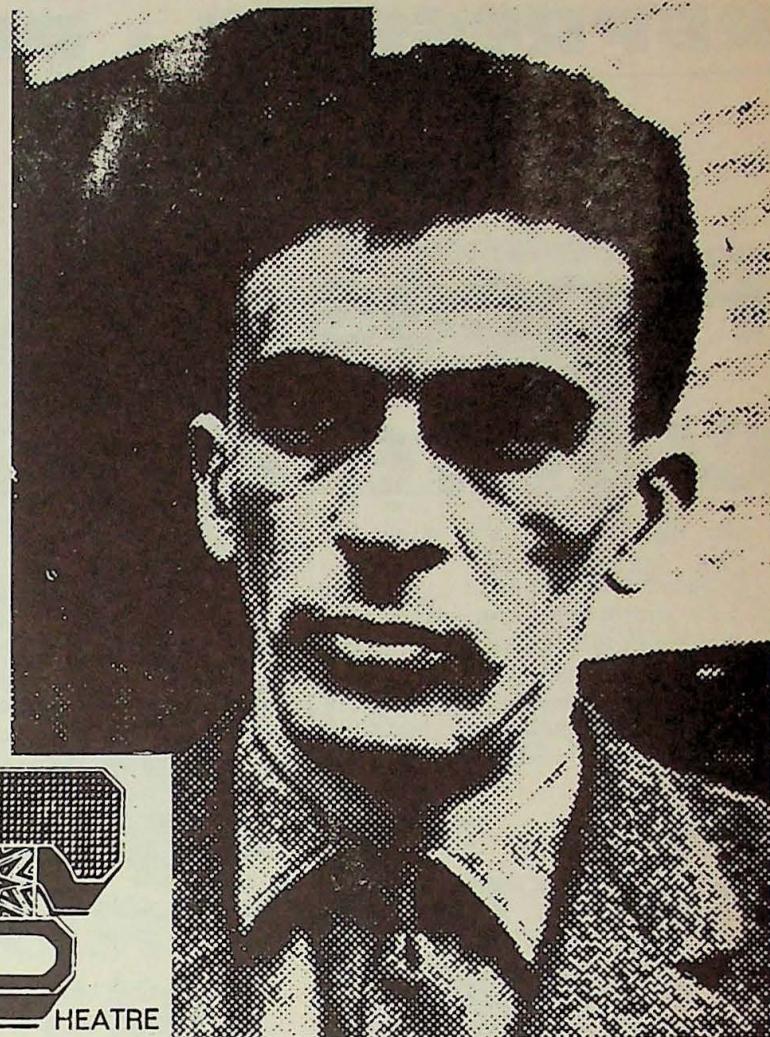
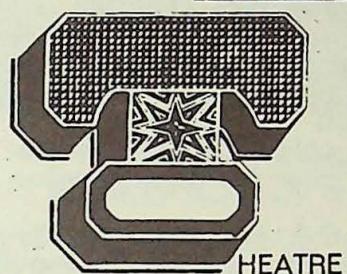
UN certain nombre de spectacles actuellement présentés offrent un intérêt certain tant du point de vue scénique (car les spectacles non aboutis ne font, eux, rien passer de leurs intentions) que du point de vue politique. Contestation de l'ordre actuel, les pièces s'attachent principalement à démonter les mécanismes par le jeu desquels la grande machine sociale s'est mise à fonctionner au profit des uns, faisant vivre les autres dans un état d'oppression permanente. Il faut voir, à Lyon, un très grand Brecht — **Maitre Puntilla et son valet Matti** — à qui Marcel Maréchal a su garder son grand souffle poétique et sa clarté d'analyse (au Théâtre du VIII^e, jusqu'au 24) comme il faudra bientôt voir la pièce sur **les Emigrés** que prépare le Théâtre populaire de Lorraine (toujours en difficulté et qui, par son travail excellent, mérite toute l'aide qu'on peut lui apporter).

A Paris, en plus des spectacles déjà signalés (**Marchands de ville** au T.N.P.) et de ceux dont nous reparlerons (**Capitaine Schelle** à Hébertôt), plusieurs autres affirment le dessein de changer les conditions de vie du monde actuel.

AH ! DIEU QUE LA GUERRE EST JO-LIE par le Théâtre des Amandiers (Maison de la Culture de Nanterre). Au départ, revue à grand spectacle présentée en 1963 au Théâtre des Nations par Joan Littlewood dont le thème est un grand mouvement d'ironie amère inspirée par le vers d'Apollinaire :

Ah ! Dieu que la guerre est jolie
Avec ses chants ses longs loisirs
Cette bague que j'ai polie
Le vent se mêle à vos soupirs.

Dans la mesure où le texte anglais initial a été très librement adapté par Pierre Debauche (une première fois pour le second festival de Nanterre en 1966) la reprise aurait pu s'enrichir d'une réflexion sur le travail ancien et sur le sens de l'œuvre qu'on entendait proposer à un public nouveau. Il est manifeste, en effet, que, malgré le choix judicieux des photographies, ce n'est plus par son côté sensible, son caractère de révolte humanitaire (l'évocation des morts de la Grande Guerre) que le spectacle atteint un public très jeune, amené par cars des communes avoisinantes. Le démontage des mécanismes qui ont permis un colossal bourrage de crâne, reste au contraire du plus haut intérêt. La chanson patriotique et l'édition de la carte postale revancharde renvoie aux moyens actuels du conditionnement mais sans clins d'œil inutiles. Aussi, bien que l'équipe, à quelques unités près (André Chaumeau, Pierre Baillot) n'ait pas retrouvé la qualité qu'elle avait il y a six ans, le spectacle mérite d'être vu. On peut regretter pourtant que soit généralement gommé l'aspect politique de la dénonciation. Ainsi, l'évocation de la séance de la Chambre du 25 juin 1916 où les socialistes français, faisant état de l'effort parallèle des socialistes allemands, demandent l'arrêt de la guerre, perd beaucoup à ne pas savoir opérer utilement le passage du



bouffon au sérieux. Mieux articulé sur la phrase-clef (seulement citée) où Jaurès dénonce par avance la « monstrueuse manœuvre de contre-révolution européenne » qu'aura été la guerre de 14, le spectacle aurait pris davantage de force.

BELLA CIAO, d'Arrabal, au T.N.P., se veut au contraire résolument politique. Son intention affirmée est de montrer que depuis toujours les classes privilégiées, leurs castes et les institutions qu'elles se sont données ont opprimé les faibles et les travailleurs, les ont humiliés, torturés, massacrés impunément en les jetant dans des conflits dont seuls les nantis profitaient.

Le spectacle prolonge l'expérience déjà tentée par Jorge Lavelli — le metteur en scène — avec **Orden** où musique, texte et action scénique se trouvaient placés sur le même plan ; ici, les acteurs chantent et dansent sur les rythmes donnés par une excellente formation musicale, le groupe Komintern, pendant que les musiciens se mêlent au jeu. Cela commence par un procès de la culture que rend savoureux le lieu où il se déroule : la grande salle du Palais de Chaillot, où l'apologie de la culture est inscrite au fronton.

Il se trouve qu'Arrabal a trop peur de proposer lui-même, fût-ce pour en prendre le contre-pied, un objet culturel et qu'il se cantonne dans le slogan et l'injure facile. Plus désinvolte par rapport à ses propres contradictions et plus documenté, il aurait pu montrer comment la culture de classe, encadrée par ses « critico-flics » qui entretiennent l'émulation, prend la relève de l'enseignement qui favorise l'immobilisme et fonctionne pour le plus grand bien du système capitaliste actuel.

Cependant, avec ses faiblesses, le spectacle s'impose comme un grand livre d'images : grand match du capitalisme, où les affreux de la finance et du pouvoir se disputent les lingots d'or comme des ballons de rugby ; images de la colonisation, l'Eglise et la Justice présidant à l'asservissement

des Noirs et au dépeçage de la terre d'Afrique au cours d'un grand banquet ; corrida, où, excité, aveuglé, exténué, le révolutionnaire, l'insoumis, le gauchiste, le travailleur étranger, tel le taureau dans l'arène, tombe sous les coups d'une justice payée par les réactionnaires en place.

MOHAMED, PRENDS TA VALISE, de Kateb Yacine, par le Théâtre de la Mer en tournée (1). Ici le sort du travailleur étranger, étranger dans sa patrie encore colonisée avant de l'être sur le sol d'Europe, est le sujet même. L'œuvre antérieure de Kateb Yacine avait montré quel souverain pouvoir poétique cet Algérien né en 1929 détenait en maniant la langue française. Ici, précisément, à cause du sujet choisi et pour se faire entendre de ceux-là même dont les scènes successives évoquent les difficiles conditions de vie, l'auteur recourt à l'arabe dialectal qu'il manie, au dire d'un critique oranais, avec une aisance entraînante et une verve corrosive. Et le Théâtre de la Mer, créé en 1968, par la parole et le chant, mais aussi par la danse et la gestuelle, présente un spectacle vif, d'une clarté accessible même à qui n'en comprend pas le texte. Toutes les situations types de cette vie d'émigrés sont représentées de telle façon que l'image scénique exprime sans ambiguïté « les rapports politiques entre la France et l'Algérie, la complicité de certaines classes des deux pays, les liens qui doivent se former entre les émigrés et la classe ouvrière française », c'est-à-dire le souci majeur de Kateb Yacine. Bel exemple d'un théâtre de combat, percutant et sans didactisme.

D. NORES

(1) Représentations en mars : Paris Th. des Deux Portes, rue Louis-Lumière (8, 9), Poissy (11), Cartoucherie de Vincennes (14, 15, 16, 17), Gennevilliers (18, 19), Palaiseau (20), Fresnes (23), Verrières-le-Buisson (24), Nanterre (25, 26).

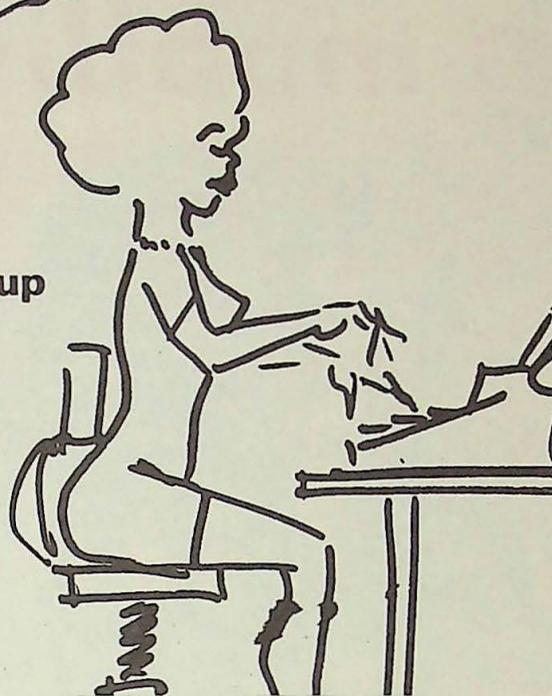
Est : 29 mars - 23 avril ; Franche-Comté : 24 avril - 5 mai ; Rhône-Alpes : 6-30 mai ; Nord : 1^{er}-10 juin ; Sud : 12-30 juin.

Tous renseignements : Théâtre des Amandiers, Nanterre. Tél. : 204-18-81.

MONSIEUR,
EN RÉPONSE
À VOTRE FILM DU...



Coup pour coup



VENDREDI 25 février, sortie du film « Coup pour coup » sur les écrans de quelques grands cinémas parisiens. En attendant de mener le combat, pour que le film soit exploité en province, c'est tout de même une victoire obtenue grâce à l'opiniâtreté de Karmitz et de son équipe. Surtout si l'on pense à la récente cabbale orchestrée par le patronat contre le film. En utilisant les failles d'un système de diffusion du cinéma entièrement accaparé par la bourgeoisie, « Coup pour coup » pourra être vu par des milliers de personnes.

C'est cette démarche que nous avons soutenue en présentant cette tentative d'un cinéma révolutionnaire, militant, et à la fois populaire.

Dans les pas de Karmitz

Il est huit heures ; avec Karmitz et deux ouvrières, Mauricette et Marie-Madeleine, toutes imbibées de l'enthousiasme qu'a provoqué cette expérience révolutionnaire de cinéma à laquelle elles ont participé, nous allons de salle en salle, pour connaître l'accueil que les spectateurs du cinéma commercial réservent à ce film exceptionnel.

C'est à ce moment-là que la nouvelle de la mort de Pierre Overney nous est annoncée. Karmitz se précipite dans les salles pour alerter le public, nombreux à ce moment-là. Il y a là une mise en pratique de sa conception du cinéma, comme outil de mobilisation au combat.

Plus tard, dans la discussion, sur le contenu et la portée du film, nous insisterons sur l'importance de ce moyen d'expression, dans la lutte révolutionnaire. Ainsi, la condition des travailleuses des usines textiles n'est pas dans « Coup pour coup » seulement cernée avec la précision du documentaire mais son expression, d'un

réalisme saisissant, invite constamment à la prise de conscience.

La rigueur et la sobriété des détails annotés révèlent dans toute son horreur l'enfer des cadences imposées, la contrainte de la hiérarchie de tous les petits chefs, serviles auxiliaires du patronat, la gratuité des brimades, la stupidité et l'abrutissement du travail répétitif, toujours et toujours le harcèlement continu des garde-chiourmes, chargés d'obtenir le rendement maximum, dans un minimum de temps.

Femmes exploitées dans toutes les usines, unissez-vous

« Coup pour coup » est aussi la chronique d'une grève avec occupation d'usine et séquestration du patron entièrement menée par des femmes. Avec une justesse dans le ton, en évitant le plus souvent la sensiblerie et la facilité, le film vise à l'essentiel, la découverte par des femmes écrasées par les servitudes de leur tâche, de leur condition féminine à partir de leur condition de travailleuses exploitées. Sans aller jusqu'à faire référence au « Sel de la terre » (comparaison très difficile à soutenir), on peut affirmer que « Coup pour coup », sans effets, ni démonstration pesante, remet en cause le rôle de la femme dans la famille. L'exploitation « secondaire » de l'ouvrière par son mari et sa famille est dénoncée avec efficacité. Quand la femme est occupée à faire la grève, le mari ouvrier est amené à faire tous les travaux qu'il avait autoritairement dévolus à sa femme...

La courroie de transmission

Insistant sur la condition des ouvrières au travail, « Coup pour coup » débouche inévita-

blement sur le problème syndical. La prise de conscience par les ouvrières de l'efficacité de leur intervention les incite à ne plus faire confiance qu'à elles-mêmes. « Coup pour coup » s'aborde donc comme un appel à la lutte et tout le film développe un balancement entre l'oppression et la résistance. Cette fois, Karmitz n'a pas cédé à la tentation qui était la sienne dans son précédent film « Camarades » de nier purement et simplement le problème syndical. Mais on ne voit pas en quoi la manière schématique de traiter la question peut, en aucune façon, faire avancer le combat des révolutionnaires, dans ce domaine difficile.

En effet, le permanent nous est présenté, arrivant en DS, mettant sa cravate avant d'entrer dans le bureau du patron, et s'adressant benoîtement à ses chers camarades pour leur demander d'arrêter les frais et de reprendre le travail. La secrétaire syndicale, toujours bien mise, exclusivement préoccupée de maintenir sa tutelle sourcilieuse sur ses « encartés », fait certes référence à des situations qui existent, on ne le sait que trop. Et Karmitz ne manque pas d'expliquer qu'il n'a fait que refléter des situations réelles, dans des usines particulièrement réactionnaires. Mais le choix d'exemples en matière de cinéma ne peut pas ne pas prendre valeur de symbole général.

Et concentrer dans l'espace d'un film cette présentation dépasse la caricature et ôte la crédibilité indispensable sur un sujet si complexe. On peut gager que les personnes concernées par ces problèmes, c'est-à-dire les ouvriers, ne se reconnaîtront pas dans cette charge sans nuance.

Karmitz proteste devant de telles réactions à son film. Il explique que le syndicat est

aussi montré au travers d'une déléguée d'atelier, qui impulse l'action. Mais quand on n'a vu le film qu'une fois, on constate que cette déléguée est tellement fondue dans la masse qu'on ne se rend même pas compte qu'elle existe.

Montrer le syndicat exclusivement comme une courroie de transmission non pas du parti mais des patrons et des flics procède de l'erreur souvent répétée par tout un courant de l'ultra-gauche, qui consiste à croire qu'il suffit de parler, dans la France de Pompidou, où officiellement seules les organisations syndicales sont reconnues comme des interlocuteurs valables, pour être entendu !

C'est aussi faire l'impasse sur tout le conditionnement idéologique hégémonique chez les travailleurs.

L'enthousiasme dans la découverte de l'action politique ne peut pas tout expliquer.

Mauricette et Marie-Madeleine racontent alors qu'elles ont été représentantes syndicales pendant neuf ans, à la C.G.T., et que tout travail sérieux devenant impossible, elles ont rejoint le combat révolutionnaire.

Si l'intention de « Coup pour coup » est de participer à la prise de conscience, on peut émettre quelques réserves sur la possibilité pour les travailleurs, à la vision du film, de prendre l'exemple au pied de la lettre.

Dans la brèche de Mai 68, des œuvres comme « Coup pour coup » viennent s'engouffrer, pour remettre en question la société capitaliste et son reflet cinématographique. Cela ne doit pas nous empêcher de penser que pour parvenir à son plein impact, le cinéma révolutionnaire doit se débarrasser du gauchisme.

A. MOUTOT

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique :
Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vailant.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantre - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Sainlonge - Jean Verger.

●
Directeur
de la Publication
Guy Degorce

●
Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

Photos dans ce numéro :
Aqil (p. 4), A.D.N.P. (p. 6-12),
A.F.P. (p. 8, 9, 10), Elie Kagan
(p. 16), Gérard Aimé (p. 7), Col-
lombert (p. 11).
Le journal réserve ses droits sur
les autres clichés.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

PANTHÉON

La vieille fille

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

RENAULT

La mobilisation



AUJOURD'HUI en France, la bourgeoisie n'assassine pas impunément un militant ouvrier. Les centaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui ont manifesté dans les rues de Paris et des principales villes de province l'ont clamé bien haut. Cette levée en masse contre le crime de la milice patronale de Renault est bien plus qu'un acte de solidarité élémentaire : c'est un avertissement lancé aux flics, aux patrons et à leur t. Face à la montée de la répression se dresse une force liée aux masses populaires entraînant de larges couches de travailleurs à l'appel des organisations révolutionnaires.

Cette irruption des révolutionnaires sur le champ politique constitue un cinglant démenti à tous ceux qui avançaient des théories baclées justifiant leur impuissance et aux réformistes de tout poil qui paraient sur la liquidation du mouvement révolutionnaire.

Ce qu'il importe d'abord de saisir, c'est la capacité des révolutionnaires à avoir su intervenir autour d'un certain nombre d'objectifs limités : la solidarité avec Pierre Overney, la dissolution des milices patronales et la réintégration des ouvriers licenciés de la Régie. La détermination en commun de ces objectifs simples n'a pas miraculeusement éliminé les désaccords politiques et stratégiques à l'intérieur du mouvement révolutionnaire : elle a permis, autour d'une plate-forme d'action immédiate, la mobilisation de dizaines de milliers de travailleurs. Ainsi, les organisations révolutionnaires ont été capables, à cette occasion de créer une **dynamique politique** dépassant largement le cadre de chacune des organisations appelant aux manifestations.

Le rôle joué par les organisations révolutionnaires, en l'état actuel de morcellement du mouvement, est indispensable. Ces organisations qualifiées si généreusement de groupuscules et de sectes, ont montré que, dans certaines conditions, elles étaient capables d'un travail de masse. A cet égard, l'unité réalisée lors des manifestations parisiennes a constitué un facteur important du développement du mouvement de masse.

En ce sens, les appels à un combat unifié des révolutionnaires ont prouvé qu'il ne s'agissait pas d'incantations vaines. C'est sur le terrain de ce combat unifié qu'un mouvement de masse peut puissamment se développer à l'initiative des révolutionnaires. C'est à partir de ce mouvement que l'affrontement stratégique entre lignes peut avoir un sens, car ainsi il dépasse le débat entre idéologues et peut avoir une sanction de masse.

Ce combat unifié a su entraîner des travailleurs ne se reconnaissant pas nécessairement dans les organisations révolutionnaires constituées : c'est l'évidence et l'un des plus riches enseignements des journées de la semaine dernière. Mais la question politique qu'il faut continuer à poser après ces journées est : comment réussir à entraîner ces travailleurs dans un mouvement de masse à l'initiative des révolutionnaires. C'est dans ce cadre que le rassemblement des révolutionnaires peut jouer un rôle important.

La capacité des révolutionnaires à entreprendre des **initiatives de masse autonomes** leur donne, aujourd'hui, des responsabilités importantes.

La constatation de l'ampleur de la riposte des révolutionnaires et de la faiblesse de la riposte des travailleurs de Renault a maintes fois été faite. C'est la preuve que l'influence du parti communiste sur la classe ouvrière connaît des difficultés sérieuses mais n'est encore que partiellement remise en cause.

Les militants révolutionnaires ne doivent pas sous-estimer dans leur appréciation de la situation politique les difficultés du parti communiste en cette occasion.

Certes, sur le fond, les positions centrales du P.C.F. et de la C.G.T. n'ont pas été modifiées : l'exclusive a constamment été maintenue contre les révolutionnaires et l'action de tous ceux qui sont à la gauche du P.C.F. a constamment été caractérisée comme le résultat de provocations policières. La formation stalinienne des principaux dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. se dévoile ici : tout phénomène politique gênant ne fait pas l'objet d'une analyse de classe mais est qualifié de machination policière.

Il n'empêche qu'au-delà de cette position maintenue sur le fond tout au long de la semaine, le style utilisé par Marchais et Séguy s'est légèrement modifié. A la colère hystérique du secrétaire général adjoint du P.C.F. qui s'est étalée le soir de l'assassinat ont succédé les déclarations appelant à une riposte de masse mettant plus l'accent sur la répression que sur la provocation.

Ces variations au sommet ont correspondu à un éparpillement notable des prises de position des diverses organisations de la C.G.T. Les sections C.G.T. de Renault au Mans et à Billancourt se sont affirmées ouverte-

ment comme des alliées des forces répressives. Le communiqué de la section C.G.T. du Mans demeurera **parmi les exploits les plus honteux du mouvement ouvrier**, en protestant contre la liberté concédée aux militants maoïstes.

Dans de nombreux secteurs, les militants C.G.T. ne trouvaient pas d'argument pour justifier la direction de leur centrale. Les organisations C.G.T. du Nord ont attendu quarante-huit heures avant de reprendre les thèses exprimées par la fédération du P.C.F. du Nord.

L'échec des manœuvres de la C.G.T. visant à organiser une réponse unitaire de la gauche parlementaire mêlant condamnation du gouvernement et des gauchistes est clair en ce lundi 6 mars : cet échec a contribué à isoler davantage le P.C.F. et rend en conséquence moins crédible conjonctuellement la tactique d'union populaire.

Dans cette situation, **la nature des luttes à Renault est un facteur important** : elle n'appelle pas de débouchés immédiats et exige un travail prolongé.

L'intervention des travailleurs révolutionnaires et de nos camarades des différents groupes des entreprises de la Régie dépend du type de campagne politique que les révolutionnaires sauront poursuivre.

Le communiqué publié par l'ensemble des organisations révolutionnaires ayant appelé aux manifestations, à l'exception de l'A.J.S., montre le chemin. La dissolution des milices patronales et la réintégration des ouvriers révolutionnaires licenciés par Dreyfus sont des objectifs qui exigent une bataille de masse particulièrement dure. Savoir prolonger l'unité manifestée au cours des grandes manifestations révolutionnaires n'est pas une tâche aisée. C'est pourtant à ce prix, autour d'un véritable front de lutte des révolutionnaires contre la répression, que le mouvement de masse se renforcera, aux dépens du réformisme et contre le pouvoir. □

Déclaration aux travailleurs

Le 25 février 1972, un ouvrier, René-Pierre Overney, a été froidement tué aux portes de la Régie Renault à Billancourt.

Le 18 février 1972, aux usines Gyrosteel en grève, la direction a essayé de faire passer dans l'entreprise une arme afin de faire croire ultérieurement à d'éventuelles provocations.

Ces exemples graves ne sont malheureusement pas isolés. Même si elle prend des formes moins dramatiques, la répression patronale s'accroît. Il ne s'agit pas, contrairement aux apparences, uniquement d'un phénomène de durcissement patronal, ni d'une simple fascisation du régime. Ce n'est qu'une des conséquences des impératifs économiques des grandes sociétés.

L'industrie automobile en France est forcée de se restructurer. Il faut rentabiliser à outrance : compression d'emplois, augmentation des cadences, conditions d'hygiène et de sécurité lamentables, augmentation des heures supplémentaires, etc.

Alors, parce que la direction de la Régie veut changer toute l'organisation de la production, parce qu'il est nécessaire pour cela d'avoir la paix sociale sur les chaînes, parce qu'à la Fiat les mêmes mesures ont entraîné l'automne chaud, aujourd'hui on renforce « l'ordre et la discipline » à Renault. Cela se fait par l'intervention des « brigades volantes » intervenant sur simple appel d'un gardien ou d'un cadre, par un véritable chantage sur tous les cadres et la maîtrise pour les enrôler dans ces groupes d'intervention contre les ouvriers (au besoin en faisant pression sur eux par convocation individuelle). Partout le patronat encourage le développement des syndicats jaunes (C.F.T., C.G.S.I.) ou crée des services de gardiennage armé.

Devant la répression patronale il n'est pas possible d'hésiter, et il n'y a qu'un camp. Il faut que l'ensemble des travailleurs s'unissent. L'immense manifestation de 200.000 personnes qui a suivi la dépouille de René-Pierre Overney et les manifestations qui ont eu lieu en province à cette occasion ont manifesté l'indignation des jeunes et des travailleurs devant ce crime. Il ne faut plus qu'il puisse se produire une agression criminelle telle que celle qui vient de coûter la vie à un militant ouvrier.

Nous pouvons faire reculer le patronat en créant un vaste mouvement populaire de vigilance et de résistance face à la répression patronale. Les polices privées, leur paravent C.F.T. et autres syndicats fascistes, les SAC, le gardiennage armé doivent disparaître.

Lutter contre la répression patronale c'est lutter concrètement contre l'organisation capitaliste du travail.

Tous unis dans les entreprises, organisons des comités de vigilance et de résistance.

LE BUREAU NATIONAL DU P.S.U.